COMMUNE DE CASTELSARRASIN

(TARN-ET-GARONNE)

Année 2024
4^{ème} séance

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 SEPTEMBRE 2024**

L'An deux mille vingt-quatre et le vingt-six du mois de septembre (**26.09.2024**) à 18h30, le Conseil Municipal de CASTELSARRASIN, convoqué le 20 septembre 2024, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Philippe BESIERS, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. BESIERS J-Ph. - M. PONS M. - Mme BAJON-ARNAL J. - M. KOZLOWSKI E. -
Mme CARDONA M. - M. FERVAL J-Ph. - Mme PECCOLO M-Ch. - M. LANNES S. -
Mme BETIN N. - M. DURRENS S. - M. DAL CORSO M. - M. FOURLENTI A. - Mme FURLAN H. -
Mme FREZABEU S. - M. EIDESHEIM D. - Mme PAYSSOT C. - Mme LUCAS MALVESTIO M. (à partir
de la question n°17) - M. BON Ph. - Mme LETUR A. - M. ANGLES A. - Mme CAVERZAN M-CI. -
Mme DUFFILS G. - M. LABORIE M. - Mme BENCE L. - Mme DELTHIL L.

ABSENTS REPRESENTES :

M. LALANE J-A. a donné procuration à M. LANNES S.
Mme TRESSSENS Ch. a donné procuration à Mme BAJON-ARNAL J.
M. REMIA A. a donné procuration à Mme BETIN N.
Mme DE LA VEGA I. a donné procuration à M. KOZLOWSKI E.
Mme FERNANDEZ F. a donné procuration à Mme PECCOLO M-Ch.
M. DUMAS M. a donné procuration à M. BESIERS J-Ph.
Mme LUCAS MALVESTIO M. a donné procuration à Mme CARDONA M. (jusqu'à la question n°16 inclus)
M. CHAUDERON B. a donné procuration à Mme LETUR A.
Mme SIERRA M. a donné procuration à M. ANGLES A.

Formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité avec l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris au sein de l'Assemblée.

Monsieur PONS Michel ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

.../...

ORDRE DU JOUR

INFORMATION : COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU MAIRE PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Désignation du Secrétaire de séance conformément à l'article L.2121-15 du C.G.C.T.

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 6 juin 2024

ADMINISTRATION GENERALE – VIE COMMUNALE

- 09/2024-1 **Rapport de présentation des actions entreprises à la suite des observations de la Chambre régionale des comptes (CRC) Occitanie (exercices 2016 et suivants)**
- 09/2024-2 **Rapport annuel 2023 sur le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sur le territoire de la Communauté de Communes Terres des Confluences**
- 09/2024-3 **Rapport annuel 2023 sur le « Service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le Territoire de la Communauté de Communes Terres des Confluences**
- 09/2024-4 **Centre Technique Fluvial – Rapport annuel du Délégué**
- 09/2024-5 **Convention d'accompagnement avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires portant sur la réalisation d'une étude de redynamisation économique et commerciale de la commune de Castelsarrasin**
 - Approbation et autorisation de signature
- 09/2024-6 **Avenant n°1 à la convention pré-opérationnelle entre l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, la Communauté de Communes Terres des Confluences et la Commune de Castelsarrasin**
 - Approbation et autorisation de signature
- 09/2024-7 **Autorisations d'urbanisme : Instauration de l'obligation de dépôt de permis de démolir et de déclaration préalable pour les travaux d'édification de clôtures sur tout le territoire communal**
- 09/2024-8 **Adhésion de la Commune de Fajolles au Syndicat Mixte Eaux Confluences (SMEC) pour la compétence « assainissement collectif » et approbation des nouveaux statuts du SMEC**
- 09/2024-9 **Motion de soutien au projet d'accueil de Réacteur Pressurisé Européen (EPR) sur le site de la Centrale Nucléaire de Golfech**
- 09/2024-10 **Convention entre la Commune et la Communauté de Communes Terres des Confluences relative à la mise à disposition d'un véhicule type benne à ordures ménagères**
 - Approbation et autorisation de signature

PATRIMOINE – GESTION ET AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC

- 09/2024-11 **Convention de servitudes avec la Société ENEDIS relative à la réalisation d'une ligne électrique souterraine de 20 000 Volts, sur la parcelle communale cadastrée AL n°72, sise lieudit Barrauet-Sud**
 - Approbation et autorisation de signature
- 09/2024-12 **Convention de servitudes avec la Société ENEDIS relative à la réalisation d'une ligne électrique souterraine 400 volts sur la parcelle cadastrée AL n°21, sise lieudit Barrauet Sud**
 - Approbation et autorisation de signature
- 09/2024-13 **Convention de mise à disposition avec la Société ENEDIS relative à l'implantation d'un poste de distribution publique, constitutive de droits réels, de la parcelle communale cadastrée section AS n°137, sise 23 avenue Jean Moulin**
 - Approbation et autorisation de signature

- 09/2024-14 **Avenant n°1 à la convention de mandat avec le Syndicat Départemental d'Énergie de Tarn-et-Garonne pour la réalisation d'ouvrages d'éclairage public, Côte des Charretiers**
- Approbation et autorisation de signature
- 09/2024-15 **Vente d'une partie de parcelle communale cadastrée section DD n°46, sise 2 place du Corps Franc Pomiès, à Madame et Monsieur EL HADIOUI**
- 09/2024-16 **Vente d'une partie des parcelles communales cadastrées section AP n°s 33 et 148, sises Barrière Sud et 847 route de Lafrançaise, à Madame Odile MENSEC**
- 09/2024-17 **Classement dans le domaine public routier communal de la parcelle communale cadastrée section AS n°137**
- 09/2024-18 **Désaffectation et déclassement de l'ensemble immobilier composant l'ancien groupe scolaire « Ducau », sis 15 bis route de Toulouse à Castelsarrasin et cadastré DH 386**
- 09/2024-19 **Désaffectation et déclassement de l'ensemble immobilier Chemin des Deux Ponts, parcelles cadastrées AR n°75, AR n°76, AR n°38 (pour partie) et AR n°39 (pour partie)**
- 09/2024-20 **Désaffectation et déclassement de l'ensemble immobilier « ex Caserne Banel », parcelle communale cadastrée section DD n°152, sise 26 avenue du Maréchal Leclerc**
- 09/2024-21 **Etat descriptif de division de l'immeuble sis 4, 4bis et 6 rue du Soleil à Castelsarrasin, parcelle cadastrée DE n°887 et règlement de copropriété**
- Approbation et autorisation de signature

RESSOURCES HUMAINES

- 09/2024-22 **Instauration d'une participation au financement des contrats et règlements labellisés des agents de la collectivité pour le risque « Prévoyance » et pour le risque « Santé »**
- 09/2024-23 **Instauration d'une Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement pour les fonctionnaires du cadre d'emplois des gardes champêtres**
- 09/2024-24 **Créations d'emplois d'un coordonnateur des opérations de recensement et d'un correspondant Répertoire d'Immeubles Localisés (R.I.L.)**
- 09/2024-25 **Actualisation du règlement intérieur du personnel communal**
- 09/2024-26 **Marchés au Gras - Convention d'intervention de deux bénévoles occasionnels du service public pour la découpe des palmipèdes gras au profit des particuliers**
- Approbation et autorisation de signature
- 09/2024-27 **Modification du tableau des effectifs : créations et suppressions de postes**

AFFAIRES SCOLAIRES

- 09/2024-28 **Détermination de la méthode de calcul de distance dans le cadre des modalités au Transport Scolaire Régional pour les circuits de La Tulipe et des Cloutiers : changement d'utilisation du site permettant l'application du tarif des non-ayants-droit**
- 09/2024-29 **Revalorisation des dotations scolaires - Année scolaire 2024-2025**
- 09/2024-30 **Convention de partenariat entre l'Association « CAC Tennis de Table » et la Commune de Castelsarrasin**
- Approbation et autorisation de signature
- 09/2024-31 **Avenants aux Conventions d'objectifs et de financement entre la Commune de Castelsarrasin et la Caisse d'Allocations Familiales de Tarn-et-Garonne (CAF) dans le cadre de la « prestation du service accueil de loisirs Extrascolaire Bonus "Territoire CTG" » et « Périscolaire Bonification "Plan Mercredi", Bonus "Territoire CTG" »**
- Approbation et autorisation de signature

MARCHES PUBLICS

- 09/2024-32 Guide interne de la commande publique de la ville de Castelsarrasin : approbation de son actualisation
- 09/2024-33 Rapport annuel du concessionnaire 2023 - Contrat de concession pour la fourniture, la pose, l'exploitation et la maintenance de mobiliers urbains sur la commune de Castelsarrasin

FINANCES ET BUDGET

- 09/2024-34 Subventions exceptionnelles aux Associations « CAC Rugby » - « Castelsarrasin Gandalou Football Club » - « Terre des Confluences Handball » -« CAC Tennis de Table » et « Cercle Gaulliste Jean Moulin »
- 09/2024-35 Attribution des subventions 2024 aux Associations : Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) - Association des Usagers du Centre social de Castelsarrasin - Société des courses de chevaux
- 09/2024-36 Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant – exercice 2024
- Budget Principal
- 09/2024-37 Clôture du Budget Annexe « Interventions Economiques »
- 09/2024-38 Décision Budgétaire Modificative n°2 - Budget Principal, exercice 2024
- 09/2024-39 Prise en charge des frais inhérents à l'exécution d'un mandat spécial accordé à deux élues pour une mission à FIUME VENETO (Italie)

Monsieur le Maire : Bonsoir à toutes et tous. Je vous remercie de bien vouloir regagner vos places respectives. Voilà Mesdames et Messieurs donc nous allons pouvoir commencer ce Conseil municipal. Merci à la presse et au public d'être présent. Merci à toutes et tous pour votre présence ce soir à ce Conseil municipal du 26 septembre.

Avant toute chose, je souhaiterais que nous rendions un hommage donc à notre directeur de l'école de musique, Jean-Pierre BERRIE qui nous a quitté prématurément le 31 juillet dernier. Je voudrais souligner bien sûr l'implication, pendant trente ans, de Jean-Pierre à la direction de cette école qu'il a menée jusque-là pour en faire une exception Castelsarrasinoise. Je crois que tout le monde est unanime ici, par-delà les municipalités qui se sont succédées, de tout le travail qui a été fait en commun avec lui.

J'avais anticipé un petit peu le fait que nous devions figer cet hommage à travers un site que nous pourrions nommer à son nom. J'ai reçu beaucoup de courriers de la part de certaines personnes. Nous avons pris donc la décision de nommer un espace à son nom, et on le passera au niveau de conseil municipal pour qu'il y ait une continuité dans tout ça, sur le Square qui est devant l'école de musique puisque nous avons regardé tout cela. Mais je remercie avant toute chose, toutes les personnes qui se sont manifestées, que ce soit à travers des élus ou que ce soit à travers des associations ou même carrément sur les réseaux sociaux, qui m'ont contacté pour faire ces demandes, trouvant très juste et justifier le fait que nous puissions appeler, dénommer un site public au nom de Jean-Pierre BERRIE.

Il y a encore un Monsieur juste, ancien directeur de l'école, qui est encore présent. Et il était de bon aloi que nous puissions aussi avoir quelque chose qui soit un peu d'une certaine neutralité, mais qui représente bien l'esprit de Jean-Pierre, dans ce milieu qu'il a fréquenté pendant trente ans, qui est celui de l'espace autour de l'école de musique. Donc ceci viendra en son temps, mais en tout cas, merci à toutes et tous pour cela.

J'associerai aussi, même si c'est quelque chose qui se situe pas en marge de la municipalité mais dans laquelle nous sommes impliqués, donc j'associerai aussi la mémoire de Serge MELLADO, qui a été donc le Président du Festival "Grain de Sel", Les Amis de Pierre, qui lui aussi nous a quitté prématurément quelques temps après Jean-Pierre BERRIE.

Dire que la culture castelsarrasinoise a beaucoup souffert cet été, avec la perte de ces deux personnages qui étaient déjà emblématiques, mais qu'est-ce que vous voulez ? Je crois qu'on a trouvé le moyen de pouvoir continuer de fonctionner. Je voudrais remercier bien sûr toutes les personnes qui se sont portées volontaires pour pouvoir faire perdurer l'esprit, qui avait été celui de Jean-Pierre au niveau de l'école.

Je le dis ici, il était très difficile pour nous d'ouvrir un poste, enfin d'ouvrir une candidature pour un poste de directeur dans les circonstances qui étaient celles-ci, compte tenu des deux dates, je veux dire celle de son décès qui était très proche de celle de la rentrée. Guillaume GOURMEAU et Léo LAGUILLE ont présenté un projet dans la continuité, en responsabilité de cet établissement, pour voir cette année comment cela peut fonctionner, avant que peut-être l'année prochaine nous définissions carrément, je veux dire, une direction bien précise. Mais ils ont fait le choix de se porter candidats et nous les avons retenus. Ce sont de vrais musiciens, ils veulent être accompagnés aussi par la structure administrativement pour que nous puissions les soutenir dans leur action. Parce que vous les connaissez tous, Guillaume est un arrangeur, donc quelqu'un qui est très engagé sur tous les spectacles et ce n'est pas aux musiciens qui sont ici que je vais l'apprendre et encore moins à la population qui était aussi au rendez-vous de ces grands événements que nous avons eus pendant le Bicentenaire de la création de l'Hôtel de ville, avec le concert du 31 mai, ici en bas sur la Place de la Liberté qui fut un véritable succès. Ou également aux hommages qui ont été rendus samedi dernier à Jean-Pierre BERRIE, avec la toile qui a été tendue avec son portrait.

Voilà ce que je voulais dire, donc comme on dit si bien en spectacle, the show must go on.

Mais on est vraiment ravis d'avoir aussi encore des gens qui sont venus massivement s'inscrire, je veux dire, à l'école municipale de musique. C'est pour ça que je le dis, ça en fait une spécialité castelsarrasinoise, une exception castelsarrasinoise et l'esprit de Jean-Pierre BERRIE va durer longtemps, je veux dire, va planer longtemps au-dessus de cette école.

Pour ces deux personnes, pour Jean-Pierre BERRIE, pour Serge MELLADO, je vous demande de vous lever et qu'on fasse une minute de silence, merci.

UNE MINUTE DE SILENCE

Monsieur le Maire : Je vous remercie. Je vais donc passer maintenant à l'appel.

APPEL NOMINAL

Monsieur le Maire : Monsieur BESIERS ; Monsieur PONS ; Madame BAJON-ARNAL ; Monsieur KOZLOWSKI ; Madame CARDONA ; Monsieur FERVAL ; Madame PECCOLO ; Monsieur LANNES ; Madame BETIN ; Monsieur DURRENS ; Monsieur DAL CORSO ; Monsieur LALANE a donné procuration à Monsieur LANNES ; Monsieur FOURLENTI ; Madame TRESSENS a donné procuration à Madame BAJON-ARNAL ; Madame FURLAN ; Madame FREZABEU ; Monsieur REMIA a donné procuration à Madame BETIN ; Monsieur EIDESHEIM ; Madame DE LA VEGA a donné procuration à Monsieur KOZLOWSKI ; Madame FERNANDEZ a donné procuration à Madame PECCOLO ; Madame PAYSSOT ; Monsieur DUMAS a donné procuration à Monsieur BESIERS ; Madame LUCAS MALVESTIO a donné procuration à Madame CARDONA parce qu'elle arrivera un petit peu en retard ; Monsieur CHAUDERON a donné procuration à Madame LETUR ; Monsieur BON ; Madame LETUR ; Monsieur ANGLES ; Madame CAVERZAN ; Madame SIERRA a donné procuration à Monsieur ANGLES parce qu'apparemment elle arrivera en retard ou pas du tout, en tout cas la procuration est enregistrée ; Madame DUFFILS ; Monsieur LABORIE ; Madame BENCE et Madame DELTHIL. Merci.

Monsieur le Maire : Je rappelle que la séance est enregistrée. Vous avez sur table une délibération qui concerne la prise en charge des frais inhérents à l'exécution d'un mandat spécial accordé à deux élus pour une mission à Fiume Veneto en Italie. Cette délibération est prise rapidement car elle est en lien avec une manifestation qui se déroule du 25 au 27 octobre prochain à Fiume Veneto. C'est une foire agroalimentaire qui se déroule là-bas. Nous avons reçu une invitation de la part de la Commune de Fiume et Veneto et il y aura également une délégation de deux personnes du Comité de Jumelage qui accompagneront pour aller là-bas sur place. C'est pour faire un peu le pendant de ce qui s'est fait cet été, voilà. Je vous propose donc de délibérer sur cette délibération, si je puis dire, mais on le fera en fin de conseil municipal. D'abord, est-ce que vous acceptez que nous puissions délibérer sur cette délibération ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci donc nous la présenterons en fin de conseil municipal.

Monsieur le Maire : Concernant la désignation du secrétaire de séance, je propose Monsieur Michel PONS, qui est à mes côtés, qui fera office de secrétaire de séance. Pas d'objection ? Est-ce qu'il y a des contre ? Des abstentions ? C'est l'unanimité. Merci.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2121-15 DU C.G.C.T.

En vertu de l'article L.2121-15 du CGCT, Monsieur Michel PONS est désigné, à l'unanimité, Secrétaire de Séance.

Monsieur le Maire : Nous allons donc passer ensuite à l'approbation du procès-verbal de la séance du dernier conseil municipal qui était celui du 6 juin 2024. Est-ce qu'il y a des observations sur ce compte-rendu avant que nous le mettions aux voix ? C'est bon pour tout le monde ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Le compte-rendu est donc adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 JUIN 2024

Approuvé à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Vous avez également le compte-rendu des décisions du maire prises par délégation du Conseil municipal.

INFORMATION : COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU MAIRE PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2024-DEC-0111 - le 18 avril 2024 (exécutoire le 11/06/2024)

Contrat de cession du spectacle pour enfants « Inuk, contes arctiques » - Association Les Arts Tigrés

De passer un contrat de cession avec l'Association Les Arts Tigrés (54 avenue Bouloc Torcatés 81400 Carmaux), pour l'animation intitulée « Inuk, contes arctiques » du mercredi 27 novembre 2024, moyennant un montant de 600 euros.

N°2024-DEC-0122 - le 13 mai 2024 (exécutoire le 24/06/2024)

Contrat de cession du spectacle « L'inauguration de la salle des fêtes » - SASU KALMIA PRODUCTIONS - Le vendredi 14 mars 2025

De passer un contrat de cession, avec la Société SASU KALMIA PRODUCTIONS (12 rue des Turquoises, Olonne sur Mer, 85340 Les Sables d'Olonne), pour le spectacle « L'inauguration de la salle des fêtes », le vendredi 14 mars 2025 à l'Espace Descazeaux, moyennant un montant de 6.330,00 euros TTC.

N°2024-DEC-0132 - le 30 mai 2024 (exécutoire le 11/06/2024)

Convention de mise à disposition des locaux de l'école Simone Veil aux membres de l'Association des parents d'élèves « DUCAU les Fontaines »

De mettre à disposition, de l'Association des parents d'élèves « DUCAU les Fontaines », les sanitaires, la cour et l'accès à l'office de préparation des repas pour avoir accès à l'armoire positive de l'école Simone Veil, le jeudi 27 juin 2024 16h30 à 23h30.

N°2024-DEC-0133 - le 31 mai 2024 (exécutoire le 11/06/2024)

Convention de mise à disposition des locaux scolaires de l'école Jules Ferry

De conclure, avec l'Association des parents d'élèves « Les Margouillats », une convention de mise à disposition de l'office de préparation des repas pour avoir accès à l'armoire positive, de la cour, du préau et des toilettes attenantes, de l'école Jules Ferry, le samedi 8 juin 2024 de 9h00 à 19h00, dans le cadre de l'organisation d'une kermesse.

N°2024-DEC-0135 - le 4 juin 2024 (exécutoire le 04/06/2024)

Proposition financière d'assistance et de conseil permanent en assurance - Société AFC CONSULTANT

De signer, avec la Société AFC CONSULTANT (345 rue Pierre Seguers 84000 Avignon), la proposition financière d'assistance et de conseil permanent en assurance, pour un montant forfaitaire annuel de 2.500,00 € HT (soit 3.000,00 € TTC).

De préciser que le contrat est d'une durée initiale d'un an renouvelable trois fois par reconduction tacite à compter du 01/01/2024.

N°2024-DEC-0137 - le 10 juin 2024 (exécutoire le 14/06/2024)

Proposition financière pour le bornage d'une parcelle dans le cadre des travaux de création d'un nouveau cimetière - Société SOGEXFO

De signer, avec la Société SOGEXFO (47 rue de l'Inondation 82200 Moissac), la proposition financière relative au bornage d'une parcelle dont l'objet est la création d'une servitude au profit de la parcelle AP n°32, dans le cadre des travaux de création d'un nouveau cimetière, pour un montant de 3.000,00 € HT (soit 3.600,00 € TTC).

N°2024-DEC-0138 - le 10 juin 2024 (exécutoire le 28/06/2024)

Renouvellement de la convention de mise à disposition à titre précaire d'un local sis 42 rue de la Fraternité à l'Association « CREAT'UP »

De renouveler la convention de mise à disposition d'un local sis 42 rue de la Fraternité, à titre précaire, à l'Association « CREAT'UP » (290 avenue Charles de Gaulle 82000 Montauban). Le bureau n°1 sera mis à disposition tous les vendredis pour la période du 28 juin 2024 au 27 juin 2025.

N°2024-DEC-0134 - le 11 juin 2024 (exécutoire le 12/06/2024)

Convention de mise à disposition de l'ancienne cantine scolaire de l'école Les Cloutiers

De mettre à disposition, de l'Association « Les Amis des Cloutiers », l'ancienne cantine de l'école des Cloutiers, à compter du vendredi 28 juin 2024 de 18h00 au dimanche 30 juin 2024 12h00, afin d'organiser le repas champêtre le samedi 29 juin 2024.

N°2024-DEC-0140 - le 11 juin 2024 (exécutoire le 17/06/2024)

Programme voirie 2024 - Demande de subvention départementale (AFD)

D'approuver le programme de l'opération d'entretien et de réparation de la voirie rurale déterminé comme suit pour l'année 2024, Chemin de Carrel (Tronçon n°2), pour un montant estimé à 112.479,50 € HT.

De solliciter du Département de Tarn-et-Garonne l'attribution d'une subvention à hauteur de 83.962,00 € HT.

N°2024-DEC-0141 - le 12 juin 2024 (exécutoire le 17/06/2024)

Contrat de distribution du magazine municipal DIALOGUE n° 97

De passer un contrat, avec la Société Cénolia Portage (ZA Esprit 1 BAT 45 bureau 7C, 6 rue A Einstein 18000 Bourges), pour la distribution en solo de 6860 exemplaires du magazine municipal DIALOGUE n° 97, pour un prix de 1.800,00 € TTC.

N°2024-DEC-0143 - le 12 juin 2024 (exécutoire le 17/06/2024)

Cofinancement d'une mission d'étude pré-opérationnelle et d'études de faisabilité pour la réalisation d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain sur le cœur de ville de Castelsarrasin

D'approuver le programme de l'opération pour un montant estimé à 42.907,50 € HT, ainsi que le plan de financement prévisionnel de l'opération, détaillé tel que suit :

Nature des dépenses	Montant (€) HT	FINANCEURS PUBLICS	Montant (€)
Etude (prestation intellectuelle)	42 907,50	ANAH	21 453,75
		Etablissement Public Foncier d'Occitanie	4 290,75
		Communauté de communes Terres des Confluences	4 290,75
		Banque des Territoires	4 290,75
		Autofinancement	8 581,5
TOTAL	42 907,50	TOTAL	42 907,50

De solliciter l'attribution d'une subvention de l'ANAH à hauteur de 21.453,75 € (50%), de L'EPFO à hauteur de 4.290,75 € (10%), de la Communauté de Communes à hauteur de 4.290,75 € (10 %) et de la Banque des Territoires à hauteur de 4.290,75 € (10%).

N°2024-DEC-0146 - le 12 juin 2024 (exécutoire le 24 juin 2024)

Convention de prestation d'animation Association « Corps & Arts Dance District »

De conclure une convention de prestation d'animation, avec l'Association « Corps et Arts Dance District » (38 bis rue de la Révolution 82100 Castelsarrasin), pour des animations dansées, moyennant un prix de 200 € TTC, dans le cadre de la manifestation « Bicentenaire de l'Hôtel de Ville ».

N°2024-DEC-0144 - le 13 juin 2024 (exécutoire le 18/06/2024)

Convention d'utilisation d'une partie de l'école élémentaire Louis Sicre

De mettre à disposition, de l'APELS, la cour de l'école élémentaire Louis Sicre, le vendredi 28 juin 2023 de 20h00 à 23h00, afin d'organiser un repas de fin d'année.

N°2024-DEC-0142 - le 14 juin 2024 (exécutoire le 14/06/2024)

Marché public - Etudes techniques préalables à la réparation des ponts bowstrings de Castelsarrasin - Lot n°1 (Etudes géotechniques)

De déclarer sans suite le lot n°1 (Etudes géotechniques) du marché public relatif aux études techniques préalables à la réparation des ponts bowstrings de Castelsarrasin, pour motif d'intérêt général, ceci due à la candidature d'une seule entreprise.

De préciser que, conformément à l'article R.2185-2 du Code de la Commande Publique, les motifs de cette décision seront communiqués dans les plus brefs délais au seul candidat ayant soumissionné.

N°2024-DEC-0145 - le 14 juin 2024 (exécutoire le 18/06/2024)

Aménagement de l'espace laverie/plonge et acquisition d'un lave-vaisselle à la cantine de l'école Gandalou - Demande Fonds de Concours CCTC

D'approuver le programme de l'opération pour un montant estimé à 17.980 € HT, ainsi que le plan de financement prévisionnel de l'opération, détaillé tel que suit :

Dépenses	Montant HT	Recettes	Montant HT
Acquisition et installation lave-vaisselle et espace laverie	17 980,00 €	Fonds de concours CCTC :	8 990,00 €
		Autofinancement	8 990,00 €
TOTAL	17 980,00 €	TOTAL	17 980,00 €

De solliciter l'attribution du fond de concours de la CCTC à hauteur de 8 990 € (50%).

N°2024-DEC-0139 - le 17 juin 2024 (exécutoire le 17/06/2024)

Avenant n°1 au lot n°3 (Assurance du parc automobile) du groupement de commandes pour les assurances de la Commune et de son CCAS

De signer, avec la Société SMACL ASSURANCES (141 avenue Salvador Allende 79031 Niort), un avenant n°1 au lot n°3 (Assurances du parc automobile) du groupement de commandes pour les assurances de la Commune et du CCAS, pour un montant de +14.968,56 € HT. Ceci vu l'augmentation significative de notre sinistralité et sur les conseils de notre assistant à maîtrise d'ouvrage, il est opportun d'accepter l'avenant.

	Cotisation HT payée en 2024	Avenant n°1	Nouvelle cotisation à compter du 1 ^{er} janvier 2025
Montant € HT :	26 346,17 €	+ 14 968,56 €	41 314,73 €
Montant € TTC	31 511,36 €	Le taux des taxes d'assurances pour 2025 n'est pas encore connu à ce jour	
Pourcentage d'augmentation		+ 56,81 %	

N°2024-DEC-0147 - le 17 juin 2024 (exécutoire le 17/06/2024)

Entretien et maintenance des jeux et aires de jeux - Société RECREACTION

De signer, avec la Société RECREACTION (6 avenue Bernard de Jussieu 77700 Serris), la proposition financière d'assistance relative à l'entretien et la maintenance des jeux et aires de jeux, pour un montant annuel de 5.500,00 € HT (soit 6.600,00 € TTC).

De préciser que le contrat est d'une durée initiale d'un an renouvelable 3 fois par reconduction tacite à compter du 01/01/2024.

N°2024-DEC-0149 - le 17 juin 2024 (exécutoire le 24/06/2024)

Contrat de cession de droits d'exploitation d'un spectacle - Concert « Baraqué » le vendredi 11 octobre 2024 - Association « L'Orange Fluo »

De passer un contrat de cession, avec l'Association « L'Orange Fluo » (Mairie, Le Bourg 46210 Gorses), pour le concert « Baraqué », le vendredi 11 octobre 2024 à la salle Jean Moulin, moyennant un montant de 4.664,79 euros TTC.

N°2024-DEC-0150 - le 17 juin 2024 (exécutoire le 24/06/2024)

Association « L'Orange Fluo » - Concert « Baraqué » - Fixation des tarifs d'entrée du spectacle du 11 octobre 2024

De fixer les tarifs d'entrée pour le concert « Baraqué », par la Production « L'Orange fluo », à la salle Jean Moulin le 11 octobre 2024 à 21h00, comme suit :

- Plein tarif : 10 €.
- Gratuit pour les moins de 12 ans.

N°2024-DEC-0151 - le 17 juin 2024 (exécutoire le 24/06/2024)

SASU KALMIA PRODUCTIONS - Spectacle « L'Inauguration de la salle des fêtes » - Fixation des tarifs d'entrée du spectacle du 14 mars 2025

De fixer les tarifs d'entrée pour le spectacle « L'Inauguration de la salle des fêtes », par la Production « SASU Kalmia Productions », à l'Espace Descazeaux le 14 mars 2025 à 21h00, comme suit :

- Plein tarif : 15 €.
- Gratuit pour les moins de 12 ans.

N°2024-DEC-0148 - le 18 juin 2024 (exécutoire le 19/06/2024)

Marché public - Livraison et fourniture de 4 photocopieurs numériques neufs pour les services

D'attribuer, à la Société SHARP BUSINESS SYSTEMS FRANCE (244 route de Seysses, CS 53646, 31036 Toulouse Cedex 1), le marché public relatif à la livraison et la fourniture de 4 photocopieurs numériques neufs pour les services, pour un montant total de 12.008,00 € HT (soit 14.409,60 € TTC) détaillé comme suit :

- 2 photocopieurs couleur 30p/minute pour le service culturel et le service marchés publics, pour un montant de 6.374,00 € HT (soit 7.648,80 € TTC) ;
- 2 photocopieurs noir et blanc 30p/minute pour l'accueil de la Mairie et l'école élémentaire Simone Veil, pour un montant de 5.634,00 € HT (soit 6.760,80 € TTC).

De préciser que la maintenance de ces photocopieurs sera rémunérée selon les dispositions financières ci-dessous :

- Coût copie couleur : 0,026 € HT ;
- Coût copie noir et blanc : 0,0028 € HT.

N°2024-DEC-0152 - le 18 juin 2024 (exécutoire le 24/06/2024)

Convention d'occupation précaire du domaine privé communal avec l'Association « La Lyre »

De conclure une convention d'occupation précaire du domaine public communal, avec l'Association « La Lyre », pour la tenue d'une buvette lors du concert « Baraqué », le vendredi 11 octobre 2024 à la salle Jean Moulin.

N°2024-DEC-0153 - le 20 juin 2024 (exécutoire le 20/06/2024)

Soirée festive de l'hôtel de ville le vendredi 5 juillet 2024 - Contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle « Gamm'A Jeter Brass Band » - Association IMBROGLIO

De passer un contrat de cession, avec l'Association « IMBROGLIO » (41 avenue Maignan 31200 Toulouse), pour le groupe musical « Gamm'A Jeter Brass Band », afin d'animer la soirée festive de l'Hôtel de Ville le vendredi 5 juillet 2024, moyennant une rémunération de 1.550,00 euros TTC.

N°2024-DEC-0154 - le 21 juin 2024 (exécutoire le 27/06/2024)

Convention de mise à disposition du local sis 20 route de Toulouse à l'Association « Club des Nageurs »

De conclure, avec l'Association « Club des Nageurs » (20 route de Toulouse 82100 Castelsarrasin), une nouvelle convention de mise à disposition de locaux d'une superficie totale de 70m², sis au 1^{er} étage de l'immeuble communal 20 route de Toulouse, à titre précaire et gratuit, pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} août 2024, reconductible tacitement d'année en année, sans pouvoir excéder trois années.

De prévoir un « forfait énergie » annuel, dont les modalités sont prévues dans la convention.

N°2024-DEC-0155 - le 21 juin 2024 (exécutoire le 27/06/2024)

Convention de mise à disposition du local sis 20 route de Toulouse à l'Office Municipal des Sports (OMS)

De conclure, avec l'Office Municipal des Sports (20 route de Toulouse 82100 Castelsarrasin), une nouvelle convention de mise à disposition de locaux d'une superficie totale de 70 m², sis au 1^{er} étage de l'immeuble communal 20 route de Toulouse, à titre précaire et gratuit, pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} août 2024, reconductible tacitement d'année en année, sans pouvoir excéder trois années.

De prévoir un « forfait énergie » annuel, dont les modalités sont prévues dans la convention.

N°2024-DEC-0156 - le 24 juin 2024 (exécutoire le 05/07/2024)

Mise à disposition de locaux communaux sis 2 place des Tuileries à l'Office Municipal des Sports (OMS)

De conclure, avec l'Office Municipal des Sports (20 route de Toulouse 82100 Castelsarrasin), une nouvelle convention de mise à disposition du garage situé 2 place des Tuileries, à titre précaire et gratuit, pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} août 2024, reconductible tacitement d'année en année, sans pouvoir excéder trois années.

N°2024-DEC-0157 - le 24 juin 2024 (exécutoire le 28/06/2024)

Bail précaire d'une partie du bâtiment « Ex-Seita » au Groupe Pierre de Plan

De consentir, au Groupe Pierre de Plan, un bail à titre précaire et temporaire pour l'occupation d'une partie du bâtiment existant sur le site « Ex-Seita », à compter du 1^{er} juillet 2024, pour une durée d'un an, soit jusqu'au 30 juin 2025.

De fixer le loyer à 81,70 € HT par mois.

N°2024-DEC-0158 - le 24 juin 2024 (exécutoire le 28/06/2024)

Bail précaire d'une partie du bâtiment « Ex-Seita » à la Société Fourment Christian

De consentir, à la Société Fourment Christian et Fils SA, un bail à titre précaire et temporaire pour l'occupation d'une partie du bâtiment existant sur le site « Ex-Seita », à compter du 1^{er} juillet 2024, pour une durée d'un an, soit jusqu'au 30 juin 2025.

De fixer le loyer à 289,21 euros HT/mois.

N°2024-DEC-0136 - le 25 juin 2024 (exécutoire le 29/06/2024)

Marché public - Etude pré-opérationnelle et études de faisabilité pour la réalisation d'une OPAH-RU sur le cœur de ville

D'attribuer, à la Société SOLIHA Solidaire pour l'Habitat Tarn et Garonne (12-16 allée du Conseil Dupuy 82000 Montauban), le marché public relatif à l'étude pré-opérationnelle et études de faisabilité pour la réalisation d'une OPAH-RU sur le cœur de ville, pour un montant de 42.907,50 € HT (soit 51.489,00 € TTC) détaillé ci-dessous :

- Tranche ferme 1 Etude pré-opérationnelle complémentaire : 19.995,00 € HT (soit 23.994,00 € TTC).
- Tranche ferme 2 Etude de cas de faisabilité : 17.137,50 € HT (soit 20.565,00 € TTC).
- Tranche ferme 3 Rédaction de la convention d'OPAH-RU : 4.575,00 € HT (soit 5.490,00 € TTC).
- Tranche optionnelle Sensibilisation des parties prenantes à l'enjeu de sobriété foncière : 1.200,00 € HT (soit 1.440,00 € TTC).

De préciser que la tranche optionnelle est affermée à compter du jour de la notification du marché public.

N°2024-DEC-0159 - le 25 juin 2024 (exécutoire le 28/06/2024)

Convention de mise à disposition de la cour et de la salle de restauration de l'école Les Cloutiers

De mettre à disposition de l'Association des parents d'élèves de l'école des Cloutiers « Pour nos Grenouilles », la cour et la salle de restauration de l'école des Cloutiers, le samedi 29 juin 2024 de 13h00 à 19h00, afin d'organiser une kermesse.

N°2024-DEC-0160 - le 25 juin 2024 (exécutoire le 28/06/2024)

Convention de distribution de communication partenaire avec l'Association Tarn-et-Garonne Arts et Culture

De conclure une convention de distribution de communication partenaire, à titre gracieux, avec l'Association « Tarn-et-Garonne Arts et Culture », pour la distribution d'environ 800 exemplaires de la plaquette de programmation culturelle 2024/2025, les 25, 26 et 27 septembre 2024.

N°2024-DEC-0161 - le 27 juin 2024 (exécutoire le 29/06/2024)

Contrat d'abonnement WEB service LOGAPASS - Société DATACOMSYS

De signer, avec la Société DATACOMSYS (ZAC St-Sauveur, 520 avenue St-Sauveur, Immeuble Portes de l'Hortus, 34980 St Clément de Rivière), le contrat d'abonnement au service WEB service LOGAPASS qui comprend la fourniture d'un accès web, la maintenance, l'hébergement et la mise à jour du système, pour un montant de 1.000 € HT (soit 1.200,00 € TTC) détaillé comme suit :

- 450,00 € HT (soit 540,00 € TTC) pour la mise à jour du logiciel Logapass.
- 450,00 € HT (soit 540,00 € TTC) pour l'installation WEB Service.
- 100,00 € HT (soit 120,00 € TTC) pour l'abonnement au service du 01/08/2024 au 31/12/2024.

Il est précisé que le montant de l'abonnement annuel au WEB Service pour une année civile est de 240,00 € HT (soit 288,00 € TTC).

D'indiquer que ledit contrat est valable à compter de sa date de signature. Il sera ensuite reconduit tacitement sur l'année civile pour une durée maximale de trois ans.

N°2024-DEC-0162 - le 27 juin 2024 (exécutoire le 28/06/2024)

Revalorisation annuelle du loyer du bail emphytéotique Tarn et Garonne Habitat

La revalorisation du loyer annuel, consenti à l'établissement Tarn et Garonne habitat, s'établira à compter du 1^{er} juillet 2024 à 1,29694.

Le montant du loyer annuel sera de $15.000 \times 1,296941 = 19.454,11$ €.

N°2024-DEC-0163 - le 28 juin 2024 (exécutoire le 29/06/2024)

Proposition financière pour la réalisation d'une sculpture dans le cadre de la Commémoration du 80^{ème} anniversaire de la Libération de Castelsarrasin le 20 août 1944 - Monsieur Gérard CASSE

De signer, avec Monsieur Gérard CASSE (1017 chemin de Pommes 82100 Castelsarrasin), la proposition relative à la réalisation d'une sculpture dans le cadre de la Commémoration du 80^{ème} anniversaire de la Libération de Castelsarrasin le 20 août 1944, pour un montant de 9.050,00 € HT (soit 10.860,00 € TTC).

De préciser qu'un acompte de 30 % du montant HT sera versé au prestataire soit un montant de 2.715,00 € HT (3.258,00 € TTC).

N°2024-DEC-0164 - le 1^{er} juillet 2024 (exécutoire le 03/07/2024)

Aménagement et équipement de l'espace laverie/plonge à la cantine des écoles Gandalou et Courbieu - Demande Fonds de Concours CCTC - Annule et remplace n°2024_DEC_0145

D'annuler la décision du Maire n°2024_DEC_0145.

D'approuver le programme de l'opération pour un montant estimé à 20.555 € HT, ainsi que le plan de financement prévisionnel de l'opération, détaillé tel que suit :

Dépenses	Montant HT	Recettes	Montant HT
Acquisition et installation lave-vaisselle et espace laverie Gandalou	9 735,00 €	Fonds de concours CCTC :	10 277,50 €
Acquisition et installation lave-vaisselle et espace laverie Courbieu	10 820,00 €	Autofinancement	10 277,50 €
TOTAL	20 555,00 €	TOTAL	20 555,00 €

De solliciter l'attribution du fond de concours de la CCTC à hauteur de 10.277,50 € (50%).

N°2024-DEC-0165 - le 8 juillet 2024 (exécutoire le 10/07/2024)

Accord cadre à bons de commande - Rénovation, extension, entretien, maintenance de l'éclairage public

D'attribuer, à la Société SPIE CITYNETWORK (27 Promenade Saint-Martin 82200 Moissac), le marché public relatif aux travaux de rénovation, extension, entretien et maintenance de l'éclairage public, pour un montant maximum annuel HT de commande de 300.000,00 €.

De préciser que le marché précité est conclu, à compter de la date de notification, pour une durée d'un an renouvelable trois fois pour des périodes d'une année chacune.

N°2024-DEC-0167 - le 8 juillet 2024 (exécutoire le 10/07/2024)

Acceptation d'une indemnisation - ARBIA David - Chute d'arbre sur éclairage public du 24 février 2024

D'accepter l'indemnisation du sinistre de PACIFICA Assurances, d'un montant de 3.085.68 € TTC (déduction faite d'une franchise de 150 €), ceci suite à une chute d'un arbre appartenant à Monsieur ARBIA David sur un de nos candélabres entraînant des réparations conséquentes pour la collectivité.

N°2024-DEC-0168 - le 9 juillet 2024 (exécutoire le 10/07/2024)

Marché public - Etudes techniques préalables à la réparation des ponts bowstrings de Castelsarrasin - Lot n°2 (Etudes de structures)

De déclarer sans suite le lot n°2 (Etudes de structures) du marché public relatif aux études techniques préalables à la réparation des ponts bowstrings, pour un motif d'intérêt général d'ordre économique, car le coût des études de structure du lot n°2 dépasse le budget alloué par la Commune.

De préciser que, conformément à l'article R.2185-2 du Code de la Commande Publique, les motifs de cette décision seront communiqués dans les plus brefs délais aux candidats ayant soumissionné.

N°2024-DEC-0169 - le 10 juillet 2024 (exécutoire le 12/07/2024)

Décision de paiement pour reprise de concession trentenaire après rupture volontaire de contrat par le titulaire

De procéder au paiement à Monsieur Marc WEPIERRE et Madame Marie-Françoise WEPIERRE, de la somme de 110 € (1m2 x 110 €), représentant l'indemnité de rupture volontaire de la concession columbarium trentenaire au cimetière de Macalet.

N°2024-DEC-0170 - le 11 juillet 2024 (exécutoire le 12/07/2024)

Convention d'exposition à l'Espace Antonin Delzers - Exposition « Pensées clandestines » de Pascal JARDEL

De conclure une convention d'exposition avec l'artiste multimédia contemporain surréaliste, Pascal JARDEL, afin d'organiser une exposition d'œuvres d'art dont il est l'auteur, du mardi 22 octobre au jeudi 26 décembre 2024 à l'Espace Antonin Delzers.

N°2024-DEC-0172 - le 11 juillet 2024 (exécutoire le 25/07/2024)

Mise à disposition d'équipements sportifs communaux à diverses associations

De mettre à disposition à certaines Associations des équipements sportifs communaux en vue de la pratique d'activités sportives.

N°2024-DEC-0173 - le 12 juillet 2024 (exécutoire le 12/07/2024)

Achat d'un véhicule polybenne de type Ampiro - Société B.P.V.I SAS

De signer avec la Société B.P.V.I SAS (Zone Artisanale de Lioujas, 935 rue de la Dèvèze 12740 La Dèvèze), la proposition financière relative à l'achat d'un véhicule polybenne de type Ampiro, pour un montant de 56.000,00 € HT (soit 67.000,00 € TTC).

N°2024-DEC-0175 - le 12 juillet 2024 (exécutoire le 12/07/2024)

Proposition financière pour le bornage d'une parcelle dans le cadre d'une opération foncière - Société SOGEXFO

De signer, avec la Société SOGEXFO (47 rue de l'Inondation 82200 Moissac), la proposition financière relative au bornage d'une parcelle section DI n° 331, dans le cadre d'une opération foncière, pour un montant de 1.600,00 € HT (soit 1.920,00 € TTC).

N°2024-DEC-0174 - le 12 juillet 2024 (exécutoire le 15/07/2024)

Réaménagement Boulevard de la République - Demandes de subventions

D'approuver le programme de l'opération pour un montant estimé à 386.336,81 € HT, ainsi que le plan de financement prévisionnel de l'opération, détaillé tel que suit :

Dépenses	Montant HT	Recettes	Montant HT
Travaux Réfection trottoirs et plateau traversant	377 086,81 €	Subventions : Conseil Départemental Conseil Régional	216 348,61 € 139 081,25 € 77 267,36 €
Éclairage plateau	7 074,00 €		
Plantations	2 176,00 €	Autofinancement	169 988,20 €
TOTAL	386 336,81 €	TOTAL	386 336,81 €

De solliciter l'attribution d'une subvention du Conseil Départemental à hauteur de 139.081,25 € (36 %) et du Conseil Régional à hauteur de 77.267,36 € (20%).

N°2024-DEC-0176 - le 12 juillet 2024 (exécutoire le 22/07/2024)

Convention de partenariat avec Tarn-et-Garonne Arts et Culture dans le cadre de l'organisation du Festival « Les Résonances » et des festivités du Bicentenaire de l'Hôtel de Ville - Samedi 21 septembre 2024

De passer une convention de partenariat, avec l'Association Tarn-et-Garonne Arts et Culture (Hôtel du Département, BP 783, 82013 Montauban Cedex), pour une animation Place de la Liberté, par le Groupe Pulcinella « La guerre de boutons », le samedi 21 septembre 2024, moyennant un prix TTC de 500,00 euros.

N°2024-DEC-0177 - le 15 juillet 2024 (exécutoire le 16/07/2024)

Acceptation d'un remboursement - Ecole maternelle Marceau FAURE - Dégradation du mur de l'école le 23 mai 2024

D'accepter le remboursement du sinistre d'un montant de 52,50 € TTC pour règlement de la facture 2024-9 par Monsieur Nicolas GERNON et par virement bancaire d'un montant de 52,50 € TTC pour règlement de la facture 2024-10 par Monsieur Stéphane ROYON.

N°2024-DEC-0171 - le 16 juillet 2024 (exécutoire le 22/07/2024)

Convention de mise à disposition précaire du domaine privé de la Commune avec le PCF Castel/Moissac/Pays de Serres pour une exposition à la Médiathèque

De conclure une convention de mise à disposition précaire du domaine privé de la Commune, avec le PCF Castel/Moissac/Pays de Serres, pour l'exposition « Missak et Mélinée Manouchian, de l'Affiche rouge au Panthéon », à la Médiathèque du 9 octobre au 9 novembre 2024 inclus.

N°2024-DEC-0179 - le 19 juillet 2024 (exécutoire le 23/07/2024)

Convention de mise à disposition de deux radars pédagogiques sis RD 813 et RD 45

De reconduire la convention de mise à disposition de deux radars pédagogiques implantés, d'une part, sur la RD 813 dans le sens Agen / Toulouse et, d'autre part, sur la RD 45 dans le sens Beaumont de Lomagne / Castelsarrasin, avec la Préfecture de Tarn-et-Garonne, pour une durée de 24 mois, et ce, à compter de sa signature par les deux parties.

N°2024-DEC-0180 - le 19 juillet 2024 (exécutoire le 23/07/2024)

Acceptation d'une indemnisation - SOGEBAT / DE CARVALHO - Portique du Pont de Garnouillac le 15 janvier 2024

D'accepter l'indemnisation de SMA BTP, d'un montant de 8.966,16 euros TTC, du sinistre du 15 janvier 2024, où un camion de la société SOGEBAT a été identifié par moyen de vidéo surveillance sur le pont de Garnouillac en train d'accrocher le portique.

N°2024-DEC-0178 - le 22 juillet 2024 (exécutoire le 26/7/2024)

Renouvellement d'un bail précaire à Monsieur MIQUEL Patrick pour le logement municipal sis « Ecole élémentaire Louis Sicre »

De renouveler, du 1^{er} août 2024 au 31 juillet 2025 inclus, un bail précaire à Monsieur MIQUEL Patrick, pour le logement municipal sis « Ecole élémentaire Louis Sicre », moyennant un loyer mensuel de 181,45 € (hors charges).

N°2024-DEC-0181 - le 24 juillet 2024 (exécutoire le 26/07/2024)

Contrat de cession de droit d'exploitation d'un spectacle concert « Prade » - Association Guayabo Colectivo - le samedi 25 janvier 2025

De passer un contrat de cession de droit d'exploitation d'un spectacle, avec l'Association Guayabo Colectivo (8 rue de Belleville 31200 Toulouse), pour le concert « Prade », à l'Espace Descazeaux, le samedi 25 janvier 2025, moyennant un prix TTC de 1.000,00 euros.

N°2024-DEC-0182 - le 24 juillet 2024 (exécutoire le 26/07/2024)

Association Guayabo Colectivo - Concert « Prade » - Fixation des tarifs d'entrée du spectacle du 25 janvier 2025

De fixer les tarifs d'entrée pour le spectacle « Prade », par l'Association « Guayabo Colectivo », à l'Espace Descazeaux, le 25 janvier 2025 à 21h00, comme suit :

- ⇒ Plein tarif : 12 €.
- ⇒ Gratuit pour les moins de 12 ans.

N°2024-DEC-0183 - le 24 juillet 2024 (exécutoire le 25/07/2024)

Proposition financière pour l'achat de lave-vaisselles pour les écoles de Gandalou et de Courbieu - Société C.S.PRO

De signer, avec la Société C.S.PRO (146 impasse Beau de Rochas 82000 Montauban), la proposition relative à l'achat de lave-vaisselles pour les écoles de Gandalou et Courbieu, pour un montant de 20.555,00 € HT (soit 24.666,00 € TTC) détaillé comme suit :

- 9.735,00 € HT (soit 11.682,00 € TTC) pour le lave-vaisselle de l'école de Gandalou
- 10.820,00 € HT (soit 12.984,00 € TTC) pour le lave-vaisselle de l'école de Courbieu

De préciser qu'un acompte de 45 % du montant HT de chaque proposition financière sera versé au prestataire soit un montant de :

- 4.380,75 € HT (soit 5.256,90 € TTC) pour le lave-vaisselle de l'école de Gandalou
- 4.869,00 € HT (soit 5.842,80 € TTC) pour le lave-vaisselle de l'école de Courbieu

N°2024-DEC-0184 - le 26 juillet 2024 (exécutoire le 06/08/2024)

Convention de mise à disposition du local sis Maison du Gravil, 5 chemin du Pont de Cinq Sous à l'Association « Les Amis du Gravil »

De conclure, avec l'Association « Les Amis du Gravil » (27 avenue du Général de Gaulle 82100 Castelsarrasin), une nouvelle convention de mise à disposition du local situé 5 chemin du Pont de Cinq Sous, à titre précaire et gratuit, pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} octobre 2024, reconductible tacitement d'année en année, sans pouvoir excéder trois années.

De prévoir un « forfait énergie » annuel, dont les modalités sont prévues dans la convention.

N°2024-DEC-0185 - le 1^{er} août 2024 (exécutoire le 01/08/2024)

Proposition financière d'accompagnement du service à la population - Société EIRL Fabienne MARGOLLE

De signer, avec la société EIRL Fabienne MARGOLLE (11 côte d'Embalens 31620 Castelnau d'Estretfonds), la proposition financière d'accompagnement du Service à la Population, pour un montant de 4.550,00 € HT (soit 5.460,00 € TTC).

De préciser que le paiement s'effectuera à réception des factures mensuelles.

N°2024-DEC-0186 - le 2 août 2024 (exécutoire le 06/08/2024)

Avenant n°1 à la convention de mise à disposition d'équipements sportifs communaux à l'Association « Castelsarrasin Karaté Club »

De conclure l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition d'équipements sportifs communaux avec l'Association « Castelsarrasin Karaté Club », tenant compte de la mise à disposition du Complexe Sportif Marceau Faure les jeudis de 18h00 à 21h00, en lieu et place du Gymnase des Fontaines.

N°2024-DEC-0187 - le 2 août 2024 (exécutoire le 06/08/2024)

Assistance juridique : assignation au Tribunal Administratif de Toulouse en annulation d'une décision implicite de refus et plein contentieux

De diligenter Maître Jean-Baptiste DELBES, Avocat à la Cour (13 rue Alsace Lorraine 31000 Toulouse), aux fins d'assistance juridique, pour l'affaire Madame Fanny RIVIERE qui a assigné la Commune devant le Tribunal Administratif de Toulouse, par assignation notifiée le 24 juillet 2024, en demandant l'annulation d'une décision implicite de rejet de recours gracieux, et des dédommagements au titre d'un préjudice subi.

D'autoriser la conclusion de la convention d'honoraires, ainsi que le règlement des émoluments, frais et honoraires relatifs aux actes et procédures afférents à ce dossier.

N°2024-DEC-0188 - le 16 août 2024 (exécutoire le 23/08/2024)

Convention de mise à disposition précaire du domaine privé de la Commune avec la Sauvegarde de l'Enfance Haute Occitanie pour une exposition à la Médiathèque

De conclure une convention de mise à disposition précaire du domaine privé de la Commune avec la Sauvegarde de l'Enfance Haute Occitanie, pour l'exposition « Paroles d'enfants de parents séparés », à la Médiathèque du 11 octobre au 5 novembre 2024 inclus.

N°2024-DEC-0189 - le 16 août 2024 (exécutoire le 23/08/2024)

Contrat de prestation de service - Cycle de conférences - Association « Lecture pour tous »

De passer un contrat de prestation de service avec l'Association « Lecture pour tous » (366 chemin du Ruisseau 82100 Castelsarrasin), pour le cycle de conférences, moyennant un montant de 150 € TTC, versé à l'issue de la première conférence le 19 octobre 2024.

N°2024-DEC-0190 - le 16 août 2024 (exécutoire le 23/08/2024)

Convention de mise à disposition précaire du domaine privé de la Commune avec l'Association « Lecture pour Tous » pour le Salon du Livre 2024

De conclure une convention de mise à disposition précaire du domaine privé de la Commune avec l'Association « Lecture pour Tous », pour l'organisation du Salon du Livre à la Médiathèque, le dimanche 17 novembre 2024.

N°2024-DEC-0191 - le 23 août 2024 (exécutoire le 28/08/2024)

Paiement d'une indemnisation - FILLAUD - Bris de glace sur véhicule Allée des Tournesols

De verser une indemnisation en réparation du sinistre à la MAIF d'un montant de 469,35 € TTC. En effet, le 12 juin 2024, les services de la collectivité effectuaient des travaux de rotofil au croisement de l'Allée des Tournesols et de l'Avenue du Maréchal Leclerc, et Madame FILLAUD circulant à bord de son véhicule à ce niveau, un caillou a été projeté entraînant le bris de la lunette arrière du véhicule de cette dernière.

N°2024-DEC-0192 - le 24 août 2024 (exécutoire le 28/08/2024)

Convention de mise à disposition précaire du domaine privé de la Commune avec l'Association « REEL » pour des séances de lecture auprès des classes des écoles de Castelsarrasin fréquentant la médiathèque

De conclure une convention de mise à disposition précaire du domaine privé de la Commune avec l'Association « REEL », pour l'organisation des séances de lecture auprès des classes des écoles de Castelsarrasin fréquentant la médiathèque, le jeudi 3 octobre 2024.

N°2024-DEC-0193 - le 26 août 2024 (exécutoire le 27/08/2024)

Diagnostic technique amiante de l'ensemble de l'école Marie Curie : société Cabinet IM'EXPERT

De signer, avec la Société Cabinet IM'EXPERT (12 rue Augustin Gignoux 82400 Valence d'Agen), la proposition financière relative au diagnostic technique amiante de l'ensemble de l'école Marie Curie, pour un montant de 730,00 € HT (soit 876,00 € TTC).

N°2024-DEC-0194 - le 26 août 2024 (exécutoire le 27/08/2024)

Mission d'Assistance et de conseil pour le suivi annuel (exercice 2023-2024) du contrat de délégation de service public du Centre Technique Fluvial - Société COGITE SAS

De signer, avec la Société COGITE SAS (Agence de Castelnaudary, 316 rue Henri Becquerel, 11400 Castelnaudary), la proposition financière relative à la mission d'assistance et de conseil pour le suivi du contrat de délégation de service public du Centre Technique Fluvial (exercice 2023-2024), pour un montant de 6.850,00 € HT (soit 8.220,00 € TTC).

De préciser qu'en sus du montant précité, pourront être facturées des prestations supplémentaires telles que définies ci-dessous :

- Réunion supplémentaire (sur place) : 650,00 € HT
- Établissement et mise au point d'un avenant au contrat (sans réunion) : 950,00 € HT
- Vacation du directeur de projet : 475,00 € HT la demi-journée
- Vacation chef de projet : 425,00 € HT la demi-journée
- Vacation du consultant : 350,00 € HT la demi-journée

De préciser que les conditions de paiement sont établies comme suit : 30% à la commande puis facturation mensuelle à l'avancement au-delà de 30%.

La prestation aura lieu entre la commande et le printemps 2025. Elle se clôturera par la visite du Centre Technique Fluvial.

N°2024-DEC-0195 - le 28 août 2024 (exécutoire le 29/08/2024)

Convention de mise à disposition de la cour, du préau et de l'ancienne salle de restauration de l'école Les Cloutiers

De mettre, à disposition de l'Association des parents d'élèves de l'école des Cloutiers « Pour nos Grenouilles », la cour, le préau et l'ancienne salle de restauration, afin d'organiser un petit déjeuner d'accueil pour les élèves et les parents, le lundi 2 septembre 2024 à partir de 7h30.

N°2024_DEC_0196 - le 28 août 2024 (exécutoire le 30/08/2024)

Avenant n°1 à la convention de mise à disposition d'équipements sportifs communaux au CAC RUGBY

De conclure un avenant n°1 à la convention de mise à disposition d'équipements sportifs communaux pour l'exercice d'activités sportives avec le CAC RUGBY, tenant compte de la mise à disposition des terrains A et B du stade Alary les lundis, mardis, jeudis de 18h00 à 21h30 et les mercredis de 15h00 à 21h30 et également du stade de Marchés les mercredis de 14h00 à 21h00.

De dire que toutes les autres clauses et conditions de la convention demeurent inchangées et restent applicables.

N°2024-DEC-0197 - le 28 août 2024 (exécutoire le 28/08/2024)

Avenant n°1 au marché public pour la vérification des poteaux incendie, bouches incendie et bâches - SYNDICAT MIXTE EAUX CONFLUENCES

De signer, avec le Syndicat Mixte Eaux Confluences (418 chemin de la Chaumière 82100 Castelsarrasin), un avenant n°1 au marché public pour la vérification des poteaux incendie, bouches incendie et bâches, afin d'augmenter le montant annuel maximum de commandes de 15.000 € HT à 22.500 € HT.

N°2024-DEC-198 - le 29 août 2024 (exécutoire le 15/09/2024)

Contrat de maintenance et de support pour la solution I-DELIBRE - Société LIBRICIEL SCOP

De signer, avec la Société LIBRICIEL SCOP (140 rue Aglaonice de Thessalie 34170 Castelnau-Le-Lez), le contrat de maintenance et de support de la solution I-DELIBRE, pour un montant de 1.150,00 € HT (soit 1.380,00 € TTC) détaillé comme suit :

- 920,00 € HT (soit 1.104,00 € TTC) pour la maintenance et l'hébergement de I-DELIBRE ;
- 230,00 € HT (soit 276,00 € TTC) pour le support et Help Desk I-DELIBRE.

D'indiquer que ledit contrat est valable à compter du 01/10/2024 pour une durée d'un an renouvelable trois fois soit jusqu'au 30/09/2028.

N°2024-DEC-0200 - le 5 septembre 2024 (exécutoire le 13/09/2024)

Convention de mise à disposition des locaux de l'école Simone Veil à l'Association des parents d'élèves « DUCAU les Fontaines »

De mettre à disposition de l'Association des parents d'élèves « DUCAU les Fontaines », la salle de restauration de l'école Simone Veil, le vendredi 20 septembre 2024 de 19h00 à 23h00, afin d'organiser une assemblée générale.

N°2024-DEC-0201 - le 5 septembre 2024 (exécutoire le 13/09/2024)

Convention de mise à disposition de la salle de restauration de l'école Les Cloutiers à l'Association des parents d'élèves « Pour nos Grenouilles »

De mettre à disposition de l'Association des parents d'élèves « Pour nos Grenouilles », la salle de restauration de l'école des Cloutiers, le vendredi 20 septembre 2024 afin d'organiser une assemblée générale, ainsi que chaque 1^{er} lundi du mois à partir de 18h30.

N°2024-DEC-0207 - le 13 septembre 2024 (exécutoire le 15/09/2024)

Contrat de maintenance et d'assistance pour le progiciel Port Logique Maintenance et migration du progiciel Port Logique V12 - Société Solutions Plais@nce

De signer, avec la société Solutions Plais@nce (Forum Port la Vie, boulevard de l'égalité 85800 Saint-Gilles Croix de Vie), la proposition relative à la maintenance et à l'assistance du progiciel Port Logique Maintenance, pour un montant de 1.161,36 € HT (soit 1.393,63 € TTC).

De préciser que le règlement s'effectuera dès la conclusion du contrat, et que ce dernier est conclu pour une durée d'un an soit du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

N°2024-DEC-0208 - le 16 septembre 2024 (exécutoire le 17/09/2024)

Avenant n°1 au lot 2 (Menuiseries extérieures / Serrurerie) du marché public de travaux de mise aux normes accessibilité de 4 sites de la Commune

De signer, avec la Société SARL ALU CREATIONS (1012 route de Laujol 82200 Moissac), un avenant n°1 au lot 2 (Menuiseries extérieures/Serrurerie), afin de prendre en compte des prestations supplémentaires, pour un montant de 600,00 € HT (soit 720,00 € TTC).

	Montant initial	Avenant n°1	Nouveau montant
Montant € HT :	23 605,56 €	+ 600,00 €	24 205,56 €
Montant € TTC	28 326,67 €	+ 720,00 €	29 046,67 €
Pourcentage d'augmentation		2,54 %	

N°2024-DEC-0211 - le 16 septembre 2024 (exécutoire le 17/09/2024)

Contrat de distribution du magazine municipal DIALOGUE n° 98

De passer un contrat avec la société DIDAXIS (2 place de Touraine 78000 Versailles) pour la distribution en solo de 6900 exemplaires du magazine municipal DIALOGUE n°98, pour un prix de 1.800,00 € TTC.

N°2024-DEC-0212 - le 16 septembre 2024 (exécutoire le 17/09/2024)

Proposition technique relative à l'accompagnement du repérage et qualification des gisements fonciers de l'ancienne bastide - CEREMA OCCITANIE

De signer, avec le CEREMA OCCITANIE (1 avenue du Colonel Roche 31400 Toulouse), la proposition technique d'assistance et de conseil permanent en assurance sans incidence financière.

De préciser que l'accompagnement est d'une durée de 12 mois maximum avec une date de démarrage fixée en septembre 2024.

Monsieur le Maire : Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, donc là c'est simplement pour en prendre acte et connaissance. Je vous remercie.

Les décisions n'ont apporté aucune observation.

Monsieur le Maire : Nous passons ensuite à la première délibération qui est le rapport de présentation des actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes, pour les exercices 2016 et suivants.

DELIBERATION N° 09/2024 –1

Rapport de présentation des actions entreprises à la suite des observations de la Chambre régionale des comptes (CRC) Occitanie (exercices 2016 et suivants)

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire : Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code des Juridictions Financières, et plus particulièrement son article L243-9 ;
Les Chambres Régionales des Comptes (CRC) exercent, à titre principal, une triple compétence de jugement des comptes des comptables publics, et s'agissant des collectivités territoriales et leurs établissements publics, d'examen de la gestion et de contrôle budgétaire. Elles ont aussi une mission d'évaluation des politiques publiques et des conditions de leur mise en œuvre au niveau local par leur contribution aux enquêtes thématiques diligentées par la Cour des Comptes.
Pour mémoire, la Commune de Castelsarrasin a été soumise à un contrôle de la Chambre Régionale des Comptes dans le cadre de sa mission de contrôle dévolue par l'article L.211-1 du Code des Juridictions Financières. Ce contrôle vise à examiner la régularité et la qualité de la gestion des collectivités territoriales.

Considérant que le rapport d'observations définitives a été arrêté par la CRC et officiellement notifié à la Commune le 15 septembre 2023 ;

Vu la délibération n°09/2023-1 du 26 septembre 2023 prenant acte, d'une part, de la communication au Conseil Municipal du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes et, d'autre part, de la tenue d'un débat sur ledit rapport ;

Vu l'article L.243-9 du Code des juridictions financières qui dispose que « dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes. Ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués » ;

Vous avez eu communication de ce rapport, ceci exposé, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de la communication du rapport de présentation des actions entreprises à la suite des observations formulées par la Chambre régionale des comptes Occitanie dans le cadre du contrôle des comptes et de la gestion de la Commune, pour les exercices 2016 et suivants ;
- de dire que ce rapport sera communiqué à la Chambre Régionale des Comptes Occitanie.

Monsieur le Maire : Voilà ce qu'il en est pour les suites. Donc il n'y a pas simplement qu'un rapport qui est figé, il y a aussi des actions prises sur divers registres qui vous ont été présentées à travers le rapport que vous avez eu. Est-ce qu'il y a des questions ? Non, donc je mets aux voix cette délibération, pardon il faut prendre acte de cette délibération. Tout le monde est d'accord pour prendre acte ? Oui, je vous en remercie.

Le Conseil Municipal a pris acte du rapport de présentation des actions prises à la suite des observations de la CRC, pour les exercices 2016 et suivants.

Monsieur le Maire : Nous passons ensuite au rapport annuel 2023 du service public d'assainissement non collectif, le fameux SPANC, sur le territoire de la Communauté de Communes Terres des Confluences. C'est Monsieur DURRENS qui le présente.

DELIBERATION N° 09/2024-2

Rapport annuel 2023 sur le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sur le territoire de la Communauté de Communes Terres des Confluences

Rapporteur : Monsieur DURRENS

Monsieur DURRENS : Les articles L.2224-5 et D.2224-1 à D.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient la présentation, au Conseil Municipal, du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif, c'est-à-dire le SPANC.

Ce rapport établi par la Communauté de Communes Terres des Confluences, sur le périmètre intercommunal, contient les principaux indicateurs techniques et financiers de ce service. Il est public et permet d'informer les usagers du service.

Vu la délibération n°06/2024-14 du Conseil Communautaire du 25 juin 2024 adoptant le rapport annuel 2023 sur le Service Public d'Assainissement Non Collectif de Terres des Confluences ;

Considérant la transmission dudit rapport, par Monsieur le Président de la Communauté de Communes Terres des Confluences, à chaque Maire des communes membres pour communication auprès de leur Conseil Municipal, et ce, en application de l'article D.2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du SPANC ci-annexé, et vu l'avis de la Commission des Finances ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le rapport annuel, pour l'exercice 2023, sur la qualité du Service Public d'Assainissement Non Collectif, SPANC, sur le territoire de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets donc aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur DURRENS, vous poursuivez avec le rapport annuel du service public des déchets.

DELIBERATION N° 09/2024-3

Rapport annuel 2023 sur le « Service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le Territoire de la Communauté de Communes Terres des Confluences

Rapporteur : Monsieur DURRENS

Monsieur DURRENS : Vu les articles D.2224-1 à D.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

En application du décret n°2000-404 du 11 mai 2000, modifié par le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets, établi par la Communauté de Communes Terres des Confluences, doit être présenté au Conseil Municipal.

Ce rapport établi par la Communauté de Communes Terres des Confluences contient les principaux indicateurs techniques et financiers de ce service. Il est public et permet d'informer les usagers.

Vu la délibération n°06/2024-13 du Conseil Communautaire du 25 juin 2024 approuvant le rapport annuel 2023 sur le « Service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés » de Terres des Confluences ;

Considérant la transmission dudit rapport, par Monsieur le Président de la Communauté de Communes Terres des Confluences, à chaque Maire des Communes membres pour communication auprès de leur Conseil Municipal ;

Vu le rapport annuel 2023 sur le « Service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés » ci-joint, et vu l'avis de la Commission des Finances ;
 Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le rapport annuel 2023, ci-annexé, sur le « Service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

Monsieur le Maire : Merci. Est-ce que vous avez des questions ? Pas de questions, je mets donc aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Pour le Centre Technique Fluvial, le rapport annuel du délégataire, c'est Madame BAJON-ARNAL qui le présente.

DELIBERATION N° 09/2024-4

Centre Technique Fluvial – Rapport annuel du Délégué

Rapporteur : Madame BAJON-ARNAL

Madame BAJON-ARNAL : Par délibération du 30 septembre 2015, le Conseil Municipal confiait la gestion du Centre Technique Fluvial, CTF, de Castelsarrasin et approuvait les termes du contrat de délégation de service public, effectif le 28 octobre 2015.

Par délibérations en date du 20 septembre 2017, du 16 décembre 2019 et du 28 septembre 2020, le Conseil Municipal a approuvé respectivement la conclusion de l'avenant n°1, de l'avenant n°2 et de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public, portant modifications relatives des conditions d'exploitation et au changement de gérance.

Il est par ailleurs rappelé que par délibération du 29 septembre 2022, l'Assemblée délibérante a adopté l'avenant n°4 actant l'extension du périmètre,

Considérant qu'aux termes de la réglementation en vigueur, le délégataire produit chaque année un rapport comportant notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat et une analyse de la qualité des ouvrages et des services ;

Vu le rapport ci-annexé couvrant l'exercice 2023-2024 et ayant pour objet de permettre à la collectivité délégante, qui demeure toujours responsable du service public, de contrôler l'activité du délégataire et sa façon de gérer ledit service public ;

Vu l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique ;

Considérant que le rapport annuel du délégataire a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 10 septembre 2024 ;

Vu l'avis de la Commission des finances, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de la communication du rapport annuel, ci-annexé, établi par le délégataire du service public du Centre Technique Fluvial, pour l'exercice couvrant la période du 1^{er} juin 2023 au 31 mai 2024.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Merci à tous les membres de la CCSPL qui sont venus assister à la présentation de ce rapport. Pas de questions, je vous demande d'en prendre acte.

Le Conseil Municipal a pris acte de la communication du rapport annuel établi par le Délégué du Centre Technique Fluvial.

Monsieur le Maire : Monsieur PONS pour une convention d'accompagnement avec l'ANCT.

DELIBERATION N° 09/2024 –5

Convention d'accompagnement avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires portant sur la réalisation d'une étude de redynamisation économique et commerciale de la commune de Castelsarrasin

- Approbation et autorisation de signature

Rapporteur : Monsieur PONS

Monsieur PONS : Il est rappelé par délibération n°12/2023-5 du 20 décembre 2023, le Conseil Municipal a approuvé la convention-cadre Action Cœur de Ville de Castelsarrasin et l'avenant n°1 à la convention-cadre « Petites Villes de Demain » valant Opération de Revitalisation du Territoire (ORT).

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) a pour mission de conseiller et soutenir les collectivités territoriales dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets notamment en faveur de la revitalisation commerciale et artisanale des centres-villes.

A ce titre, elle apporte un concours humain et financier.

Comme toutes les villes moyennes, depuis plusieurs années, la Commune fait face à des difficultés liées au commerce de centre-ville. Si les créations de nouveaux commerces repartent à la hausse après la période du Covid, la situation n'en demeure pas moins délicate, notamment marquée par l'instabilité des porteurs de projets. L'offre commerciale est aujourd'hui à réinventer pour redynamiser le cœur de ville et l'adapter aux enjeux actuels du commerce de proximité.

En conséquence, la Commune souhaiterait disposer d'un état des lieux à jour des dynamiques commerciales et des habitudes de consommation des habitants et des visiteurs, tant sur le centre-ville que sur la zone d'activité située en périphérie. Cela afin de pouvoir définir une politique d'accompagnement des commerces et de redynamisation du cœur de ville qui soit actualisée et au plus près des besoins : savoir quels commerces attirer/prioriser et comment intervenir, etc...

La Commune a non seulement besoin d'une étude mais également d'un accompagnement à la définition d'une stratégie opérationnelle au commerce en lien avec l'ensemble des actions entreprises dans le cadre d'ACV.

C'est dans ce cadre que la Commune s'est rapprochée de l'ANCT en vue de conclure une convention d'accompagnement, laquelle définit les modalités pratiques et financières de l'accompagnement de l'ANCT pour la réalisation de l'étude de redynamisation économique et commerciale de la commune de Castelsarrasin.

L'étude, d'une durée prévisionnelle de trois mois, sera réalisée par le bureau d'études Albert & Associés ; le prestataire choisi par l'ANCT via son marché à bons de commande.

La convention d'accompagnement prévoit un coût prévisionnel de 15.912,00 euros financé à 80% par l'ANCT ; la Commune prenant à sa charge les 20% restant, soit un montant prévisionnel de 3.182,4 euros.

Vu le projet de convention ci-joint et vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention d'accompagnement à intervenir avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, telle qu'annexée à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout document y afférent.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est unanimité, Je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Madame FURLAN pour l'avenant n°1 à la convention pré-opérationnelle entre l'EPFO, la Communauté de Communes et la Commune de Castelsarrasin.

DELIBERATION N° 09/2024-6

Avenant n°1 à la convention pré-opérationnelle entre l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, la Communauté de Communes Terres des Confluences et la Commune de Castelsarrasin

- Approbation et autorisation de signature

Rapporteur : Madame FURLAN

Madame FURLAN : Par délibérations respectives, le Conseil municipal (n°09/2022-9) et le Bureau communautaire (n°B10/2022-12), en date des 29 septembre 2022 et 4 octobre 2022, ont approuvé la convention foncière pré-opérationnelle tripartite avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie ; Vu la délibération n°12/2023-5 du 20 décembre 2023 relative à l'adoption de la convention-cadre Action Cœur de Ville de Castelsarrasin et de l'avenant n°1 à la convention-cadre « Petites Villes de Demain » valant Opération de Revitalisation du Territoire ;

Considérant d'une part, que le périmètre initial de la convention avait été défini avant que la Commune n'intègre le dispositif Action Cœur de Ville et, que le périmètre du programme, plus étendu que celui de la convention pré-opérationnelle, ne soit lui-même établi ;

Considérant d'autre part, que les échanges réguliers entre les deux collectivités et l'Etablissement Public Foncier ainsi que les besoins actuels et à venir en matière d'opération d'aménagement sur le cœur de ville ont fait apparaître le besoin de réajuster le périmètre d'intervention de l'Etablissement, à savoir sur celui d'Action Cœur de Ville ;

Vu le projet d'avenant ci-joint, et vu l'avis de la Commission des Finances ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention pré-opérationnelle, tel qu'annexé à la présente délibération, et d'autoriser Monsieur le Maire à le signer.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets donc aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Madame FURLAN toujours, pour des autorisations d'urbanisme.

DELIBERATION N° 09/2024-7

Autorisations d'urbanisme : Instauration de l'obligation de dépôt de permis de démolir et de déclaration préalable pour les travaux d'édification de clôtures sur tout le territoire communal

Rapporteur : Madame FURLAN

Madame FURLAN : Le PLUi-H, en vigueur depuis le 29 avril 2024, a supprimé l'obligation de dépôt de permis de démolir et de déclaration préalable pour l'édification des clôtures.

Si toutefois le permis de démolir demeure obligatoire dans les secteurs protégés au titre des monuments historiques et dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, conformément à l'article R.421-28 du Code de l'Urbanisme, il n'est plus systématiquement exigé en dehors de celles-ci.

L'article R.421-27 du Code de l'Urbanisme permet au Conseil Municipal d'instaurer le permis de démolir, sur tout ou partie du territoire communal, pour des travaux sur les constructions autres que celles prévues à l'article R.421-28 du Code de l'Urbanisme.

Il est précisé que certaines démolitions sont dispensées de permis de démolir conformément à l'article R.421-29 du Code de l'Urbanisme (comme par exemple les immeubles menaçant ruine).

Par ailleurs, l'article R.421-12 prévoit la possibilité pour les Communes qui le souhaitent de soumettre à déclaration préalable, l'édification des clôtures par délibération du Conseil Municipal.

Considérant d'une part, que le permis de démolir, outre sa fonction d'outil de protection du patrimoine, permet d'assurer un suivi de l'évolution du bâti et qu'il est donc dans l'intérêt de la Commune de soumettre à cette autorisation tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction sur son territoire et d'informer les bénéficiaires sur leurs obligations en matière de respect des règles d'urbanisme.

Considérant, d'autre part, que les clôtures constituent une caractéristique essentielle de la qualité de l'image urbaine, pour lesquelles il paraît nécessaire de s'assurer du respect des règles fixées par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal préalablement à leur réalisation, en évitant ainsi la multiplication de projets non conformes et de procédures contentieuses. Il est donc opportun pour la Commune de soumettre les travaux relatifs à l'édification d'une clôture à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal.

Vu l'article L.421-3 du Code de l'Urbanisme disposant que les démolitions de constructions existantes doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolition lorsque la construction relève d'une protection particulière définie par décret en Conseil d'Etat ou est située dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal a décidé d'instaurer le permis de démolir ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R.421-12, et R.421-26 à R.421-29 ;

Ceci exposé, il est proposé au Conseil Municipal

- d'instaurer l'obligation de dépôt de permis de démolir et de déclaration préalable pour l'édification des clôtures sur tout le territoire communal, à l'exception des démolitions définies à l'article R.421-29 du Code de l'Urbanisme ;
- de dire que la présente délibération sera transmise à la Communauté de Communes Terres des Confluences, laquelle instruit les autorisations d'urbanisme pour le compte des communes membres.

Monsieur le Maire : Merci Madame FURLAN. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui Monsieur ANGLES.

Monsieur ANGLES : Oui Monsieur le Maire, je lis une phrase : Il est précisé que certaines démolitions sont dispensées de permis de démolir conformément à l'article du Code de l'Urbanisme comme par exemple les immeubles menaçant ruine. Ma question, c'est peut-être un rappel que je vais vous faire redire. Est-ce que vous pouvez m'expliquer pourquoi vous n'avez pas pu démolir l'immeuble TRUONG ?

Monsieur le Maire : La complexité du sujet, vous la connaissez aussi bien que moi par rapport à l'immeuble TRUONG. Si on l'avait démoli, il aurait fallu reconstruire à l'identique, avec les ABF qui nous auraient enjoint de faire le nécessaire. On a déjà dépensé beaucoup d'argent... mais je comprends ce que vous me dites. Voilà donc il aurait fallu conforter enfin...on était sur des sommes qui étaient gigantesques. C'est toute la difficulté qu'on a avec ces procédures de péril.

Je m'aperçois que beaucoup de communes y sont confrontées, et même des petites communes. Ne serait-ce que mon collègue, Hugues SAMAIN, dans le petit village de Labourgade, qui y est confronté et il n'est pas du tout ravi de lancer une procédure, parce que les finances de Labourgade ne sont pas celles de Castelsarrasin et encore fussent-elles celles de Castelsarrasin, ça coûte très cher.

Donc voilà, on est vraiment embêté avec tout ça, et puis en plus, on est dans un périmètre ABF. On fait ce triste constat les uns comme les autres et j'entends parfaitement ce que vous me dites. D'autres questions ? Non, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur DAL CORSO pour la l'adhésion de la Commune de Fajolles au SMEC.

DELIBERATION N° 09/2024-8

Adhésion de la Commune de Fajolles au Syndicat Mixte Eaux Confluences (SMEC) pour la compétence « assainissement collectif » et approbation des nouveaux statuts du SMEC

Rapporteur : Monsieur DAL CORSO

Monsieur DAL CORSO : Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux Communautés de Communes ;
Vu les articles L.5211-18 et L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
Considérant que le SMEC est compétent en matière « d'assainissement collectif » ;

Par délibération en date du 5 avril 2024, le Conseil Municipal de la Commune de Fajolles a sollicité et approuvé l'adhésion de la Commune au Syndicat Mixte Eaux Confluences pour la compétence « assainissement collectif » et le transfert de cette dernière avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2025 ; pour rappel, ladite commune adhère déjà au SMEC pour la compétence « eau potable ».
Par délibération n°2024-07-08-01 en date du 8 juillet 2024, le SMEC a approuvé à l'unanimité ladite adhésion pour la compétence « assainissement collectif ».

Considérant que l'article L.5211-18 du CGCT prévoit « à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le Conseil Municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable » ;

Vu la notification du SMEC, au Maire, adressée le 22 juillet 2024, Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver :

- l'adhésion de la Commune de Fajolles au Syndicat Mixte Eaux Confluences, pour la compétence « assainissement collectif », à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- les nouveaux statuts dudit syndicat intégrant la compétence « assainissement collectif » pour la Commune de Fajolles.

Monsieur le Maire : Merci. Est-ce que vous avez des questions ? Pas de questions, je mets donc aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Sur le dossier suivant, c'est une motion de soutien au projet d'accueil de réacteur pressurisé européen, l'EPR, sur le site de la centrale nucléaire de Golfech.

DELIBERATION N° 09/2024-9

Motion de soutien au projet d'accueil de Réacteur Pressurisé Européen (EPR) sur le site de la Centrale Nucléaire de Golfech

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire : Le nucléaire constitue aujourd'hui la 3^{ème} filière industrielle française. Cette filière représente 200 000 emplois qualifiés, non délocalisables et répartis dans 2 600 entreprises sur le territoire français.

La France est engagée dans une politique de relance de sa filière nucléaire pour renforcer son indépendance énergétique et pour atteindre les objectifs de transition écologique, avec une électricité bas carbone.

Le territoire intercommunal de la Communauté de Communes des Deux Rives accueille un site de production d'énergie, qui est celui du centre nucléaire de Golfech. Celui-ci est organisé depuis de nombreuses années, et ce, pour répondre aux différentes problématiques d'implantation et de développement du site, à savoir : accompagner les entreprises ; former les salariés ; aménager le foncier adapté aux besoins industriels ; anticiper les programmes pour développer le parc de logements capable d'accueillir de nouveaux habitants mais également les services découlant de l'arrivée de ces nouveaux habitants.

Le site de Golfech a été aménagé pour accueillir 4 tranches, deux sont opérationnelles à ce jour, avec l'espace disponible à cet effet. Par ailleurs, sous l'effet conjugué de la politique menée par EDF, la Communauté de Communes des Deux Rives et la Commune de Golfech, une réserve foncière supplémentaire de presque 100 hectares permet d'accompagner avantageusement la construction d'une paire de réacteurs EPR2 sur le site de Golfech.

Toutes les conditions semblent donc être réunies pour une implantation optimisée, avec une empreinte environnementale réduite et, une mutualisation d'installations existantes sur le site y compris les ouvrages d'approvisionnement en eau douce et de production d'eau déminéralisée ou encore l'organisation de la gestion de crise.

En soutenant ce projet d'accueil d'EPR de 3^{ème} génération, la Commune de Castelsarrasin souhaite participer à la sécurisation de l'approvisionnement en électricité de la Région Occitanie, mais aussi de la Nouvelle Aquitaine, région voisine.

Considérant que ce projet d'EPR2 est conçu pour une durée d'exploitation de 60 ans et que ce dernier prend en compte les effets du changement climatique ;

Considérant que ce projet répond également à la politique française de gestion du combustible et des déchets nucléaires ;

Considérant les enjeux de l'avenir énergétique de la France et de la filière nucléaire, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable quant au projet d'accueil de Réacteur Pressurisé Européen sur le site de la Centrale Nucléaire de Golfech et d'adopter une motion de soutien en ce sens ;

Considérant que lors de sa séance en date du 11 mars 2024, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Deux Rives a approuvé le projet de construction de deux réacteurs EPR de 3^{ème} génération sur le site de la centrale nucléaire de Golfech ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter la motion de soutien au projet d'accueil de Réacteur Pressurisé Européen (EPR) sur le site de la Centrale Nucléaire de Golfech ;
- de dire que cette motion fera l'objet d'une transmission à la Communauté de Communes des Deux Rives.

Monsieur le Maire : Voilà la sollicitation que nous avons eue sur ce sujet. Cela a été vu aussi par voie de presse et donc je vous laisse maintenant la parole si vous le souhaitez. Pas de questions, donc je mets aux voix. Est-ce qu'il y a des personnes qui sont contre ? Des personnes qui s'abstiennent ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Donc je poursuis avec la convention entre la Communauté de Communes Terres des Confluences relative à la mise à disposition d'un véhicule type benne à ordures.

DELIBERATION N° 09/2024-10

**Convention entre la Commune et la Communauté de Communes Terres des Confluences relative à la mise à disposition d'un véhicule type benne à ordures ménagères
- Approbation et autorisation de signature**

Rapporteur : *Monsieur le Maire*

Monsieur le Maire : Dans le cadre de sa compétence de gestion des déchets ménagers et assimilés, la Communauté de Communes Terres des Confluences dispose d'une flotte de véhicules de type bennes à ordures ménagères. Ce qu'on appelle les fameuses BOM.

La Commune ne disposant pas de ce type de véhicules, indispensable pour le nettoyage des rues après le marché hebdomadaire du jeudi et certaines manifestations organisées par la ville, telles que la Fête Nationale du 14 Juillet et la Fête de la Libération du 20 août, et afin de minimiser les coûts, elle s'est rapprochée de la Communauté de Communes Terres des Confluences en vue d'établir le prêt d'une BOM.

Cette dernière ayant accepté, il convient de conclure une convention de mise à disposition d'un véhicule prévoyant les modalités du prêt.

Vu le projet de convention ci-joint, et vu l'avis de la Commission des Finances ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention de mise à disposition d'un véhicule de type benne à ordures ménagères à intervenir avec la Communauté de Communes Terres des Confluences, telle que ci-annexée, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention qui vous a été communiquée avec la délibération.

Monsieur le Maire : Merci. Est-ce que vous avez des questions ? Oui Monsieur ANGLES.

Monsieur ANGLES : Oui Monsieur le Maire, au niveau du personnel, il faut une convention aussi j'imagine ?

Monsieur le Maire : Non, c'est le personnel de la mairie, ce sont nos agents, mais il faut une convention pour pouvoir utiliser le matériel de la Communauté de Communes, voilà c'est uniquement ça. C'est bon, pas d'autres questions ? Non, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : On passe à la délibération suivante, enfin les trois qui vont être lues par Monsieur KOSLOWSKI.

DELIBERATION N° 09/2024-11

**Convention de servitudes avec la Société ENEDIS relative à la réalisation d'une ligne électrique souterraine de 20 000 Volts, sur la parcelle communale cadastrée AL n°72, sise lieudit Barrouet-Sud
- Approbation et autorisation de signature**

Rapporteur : Monsieur KOZLOWSKI

Monsieur KOZLOWSKI : La première délibération concerne une convention de servitudes avec ENEDIS relative à la réalisation d'une ligne électrique souterraine de 20 000 Volts au lieudit Barrouet-Sud.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, les travaux envisagés doivent traverser la parcelle AL n°72, située lieudit Barrouet-Sud, propriété de la Commune.

Ces travaux, effectués par la Société ENEDIS, consistent à réaliser dans une bande de 3 mètres de large, deux canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 12 mètres ainsi que ses accessoires.

Considérant que seule la Société ENEDIS peut intervenir sur le réseau électrique, il convient de signer la convention de servitudes entre la Commune et ladite Société, prévoyant les modalités de réalisation des travaux.

Vu le projet de convention ci-joint, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de servitudes à intervenir avec la Société ENEDIS sur la parcelle communale cadastrée AL no72, telle que ci-annexée, et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer ;
- d'autoriser la Société ENEDIS (ERDF Nord Midi-Pyrénées, 5 avenue Pierre-Gilles De Gennes 81000 Albi) à effectuer les travaux nécessaires à ces installations et à leur entretien, à ses frais.

Monsieur le Maire : Merci. Voilà pour celle-ci. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : La suivante, c'est aussi une convention avec ENEDIS, Monsieur KOZLOWSKI.

DELIBERATION N° 09/2024-12

**Convention de servitudes avec la Société ENEDIS relative à la réalisation d'une ligne électrique souterraine 400 volts sur la parcelle cadastrée AL n°21, sise lieudit Barraouet Sud
- Approbation et autorisation de signature**

Rapporteur : Monsieur KOZLOWSKI

Monsieur KOZLOWSKI : La deuxième c'est dans la même zone, sur la parcelle AL n°21, mais là il s'agit par contre d'une ligne électrique souterraine 400 volts. Donc je vais passer l'exposé des motifs dont les articles sont les mêmes et passer directement au dispositif de la délibération.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de servitudes à intervenir entre la Société ENEDIS et la Commune de Castelsarrasin pour les travaux précités et, d'autoriser Monsieur le Maire à la signer ;
- d'autoriser la Société ENEDIS à effectuer les travaux nécessaires à ces installations et à leur entretien, à ses frais.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets donc aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Et donc la troisième convention.

DELIBERATION N° 09/2024-13

**Convention de mise à disposition avec la Société ENEDIS relative à l'implantation d'un poste de distribution publique, constitutive de droits réels, de la parcelle communale cadastrée section AS n°137, sise 23 avenue Jean Moulin
- Approbation et autorisation de signature**

Rapporteur : Monsieur KOZLOWSKI

Monsieur KOZLOWSKI : Cette troisième convention concerne quant à elle, le site de Jean Moulin et concerne la mise en place d'un transformateur visant, en fait, à assurer un équilibre au niveau du réseau.

Donc il est proposé d'approuver la convention de mise à disposition à intervenir avec la société ENEDIS sur la parcelle communale cadastrée AS 137, telle que ci-annexée, et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer ainsi que l'acte notarié à intervenir ; d'autoriser la société ENEDIS à effectuer les travaux nécessaires à ces installations et à leur entretien à ses frais.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur FERVAL pour l'avenant n°1 à la convention de mandat avec le SDE.

DELIBERATION N° 09/2024-14

**Avenant n°1 à la convention de mandat avec le Syndicat Départemental d'Energie de Tarn-et-Garonne pour la réalisation d'ouvrages d'éclairage public, Côte des Charretiers
- Approbation et autorisation de signature**

Rapporteur : Monsieur FERVAL

Monsieur FERVAL : Par délibération n°02/2024-12 en date du 8 février 2024, le Conseil Municipal a approuvé la signature d'une convention de mandat avec le Syndicat Départemental d'Energie de Tarn-et-Garonne (SDE 82) relative à la mise en place de l'éclairage public de la Côte des Charretiers.

Celle-ci définit notamment les missions confiées au SDE 82 dans le cadre de la réalisation de cette opération, effectuée par ce dernier, pour le compte de la Commune.

Il est rappelé que l'enveloppe prévisionnelle affectée à ce projet était estimée à 18.600,00 euros TTC et que la rémunération du SDE 82 pour la conduite de ces travaux, en sa qualité de mandataire, est de 3,5% du montant hors taxe de l'opération (base de l'enveloppe prévisionnelle de 15.500,00 euros HT).

En outre, il est précisé que la Commune peut bénéficier d'une participation du SDE 82 à hauteur de 13% du montant de l'opération.

Le présent avenant a pour objet de réajuster uniquement l'enveloppe financière prévisionnelle initiale du projet d'éclairage public « EP lié à la dissimulation Côte des Charretiers », compte tenu d'une mauvaise appréciation du projet par le SDE 82 ; laquelle est portée à la somme de 21.640,00 euros TTC.

Toutes les autres clauses et dispositions de la convention de mandat précitée sont inchangées.

Vu l'avenant ci-joint, et vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'avenant n°1 à la convention de mandat, avec le Syndicat Départemental d'Énergie de Tarn-et-Garonne (SDE 82), pour la réalisation des ouvrages d'éclairage public de la Côte des Charretiers, et d'autoriser Monsieur le Maire à le signer.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur FERVAL pour la vente d'une parcelle.

DELIBERATION N° 09/2024-15

Vente d'une partie de parcelle communale cadastrée section DD n°46, sise 2 place du Corps Franc Pommiès, à Madame et Monsieur EL HADIOUI

Rapporteur : Monsieur FERVAL

Monsieur FERVAL : La Commune est propriétaire depuis plus de 20 ans de la parcelle cadastrée section DD n°46, parcelle jouxtant la parcelle cadastrée section DD n°47, sise 2 place du Corps Franc Pommiès à Castelsarrasin. Cette parcelle, d'une superficie totale de 417 m², abrite le local mis à disposition de l'Association « Atelier 82 ».

Par délibération n°02/2024-10 en date du 8 février 2024, le Conseil Municipal a approuvé la vente au profit de Madame et Monsieur EL HADIOUI, propriétaires des parcelles cadastrées section DD n°s44 et 45, d'une partie de la parcelle cadastrée section DD n°47 afin de réaliser un chemin d'accès.

Lors du bornage, la Commune s'est aperçue que Madame et Monsieur EL HADIOUI empiétaient sur le fond de la parcelle communale cadastrée section DD n°46.

Afin de régulariser cette situation de fait et la Commune n'ayant aucun intérêt à conserver cette emprise foncière située à l'angle du bâtiment, il a été proposé à ces derniers d'acquérir partie de la parcelle communale cadastrée section DD n°46, à savoir 19 m² (matérialisée en violet sur les plans) au prix de 200 euros.

Vu l'avis du Service des Domaines en date du 30 août 2024 fixant la valeur vénale du bien à 200 euros assortie d'une marge de moins 10% ;

Vu le mail de Madame et Monsieur EL HADIOUI acceptant la proposition d'acquisition au prix de 200 euros ;

Vu les plans ci-annexés, et vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la vente ci-dessous :
 - o Identification du bien : Partie de la parcelle communale, cadastrée section DD n°46 pour une emprise de 19 m² sur une superficie totale de 417 m², sise 2 place du Corps Franc Pommiès 82100 Castelsarrasin.
 - o Acquéreur : Madame Samira et Monsieur Abdenour EL HADIOUI, domiciliés 2 chemin de Macalet 82100 Castelsarrasin, ou toute personne morale par laquelle ils entendront se faire substituer.
 - o Localisation PLUi-H : U.
 - o Prix : Le prix de vente est fixé à 200 euros net vendeur.

- Frais : Les frais de bornage sont supportés par la Commune. Tous les autres frais tels que la rédaction et la publication de l'acte de vente, quelle que soit leur nature, sont à la charge de l'acquéreur en sus du prix de vente.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte de vente notarié à intervenir et toutes les pièces s'y rapportant.

Monsieur le Maire : Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur FERVAL pour une autre vente de parcelles.

DELIBERATION N° 09/2024-16

Vente d'une partie des parcelles communales cadastrées section AP n°s 33 et 148, sises Barrière Sud et 847 route de Lafrançaise, à Madame Odile MENSEC

Rapporteur : Monsieur FERVAL

Monsieur FERVAL : La Commune est propriétaire depuis 2014 d'un ensemble de parcelles situées Route de Lafrançaise. Cet ensemble immobilier a été retenu par la Commune afin de créer un nouveau cimetière sur le territoire communal.

Par courrier en date du 20 octobre 2023, Madame Odile MENSEC, demeurant 847 route de Lafrançaise à Castelsarrasin, parcelles cadastrées section AP n°s 30 et 31, jouxtant les parcelles accueillant le projet communal, s'est rapprochée de la Commune en vue d'acquérir partie des parcelles communales cadastrées section AP n°s 33 et 148, pour une superficie d'environ 40 m², et ce, afin de créer une sortie par l'arrière de sa propriété, en passant par la parcelle cadastrée section AP n°32, parcelle privée en copropriété.

Par courrier en date du 10 juin écoulé, il a été proposé à Madame Odile MENSEC l'acquisition des deux parties de parcelles communales au prix de 700 euros, pour une superficie maximale de 40 m², proposition acceptée le 25 juin 2024.

Par ailleurs, il est précisé que les frais de bornage, de rédaction et de publication de l'acte de vente à intervenir seront supportés par Madame Odile MENSEC.

Vu l'avis du Service des Domaines en date du 27 mars 2024, fixant la valeur vénale du bien à 650 euros pour 39 m², avec une marge de négociation à la baisse de plus ou moins 15% ;

Vu le plan de situation ci-annexé et le plan de bornage ci-joint ;

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la vente ci-dessous :
 - Identification du bien : Partie des parcelles communales cadastrées section AP n°s 33 et 148, pour une superficie maximale de 46 m², sises Barrière Sud et 847 route de Lafrançaise 82100 Castelsarrasin.
La contenance définitive sera issue du document d'arpentage établi par un géomètre.
 - Localisation PLUi-H :
 - Parcelle AP n°148 : 97,4% zone U et 2,6% en zone Ap
 - Parcelle AP n°33 : zone U
 - Acquéreur : Madame Odile MENSEC, domiciliée 847 route de Lafrançaise 82100 Castelsarrasin, ou toute personne morale par laquelle elle entendra se faire substituer.
 - Prix : Le prix de la vente est fixé à 700 euros net vendeur.
 - Frais : Tous les frais de bornage, de rédaction et de publication de l'acte de vente quelle que soit leur nature, sont à la charge de l'acquéreur en sus du prix de vente.

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte de vente notarié à intervenir et toutes les pièces s'y rapportant

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, Je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Arrivée de Madame Marie LUCAS-MALVESTIO

Monsieur le Maire : Devant m'absenter, je vais laisser Monsieur PONS prendre la présidence de l'Assemblée.

Monsieur le Maire, Jean-Philippe BESIERS, devant s'absenter de l'assemblée, donne la présidence de la séance temporairement à Monsieur Michel PONS.

Monsieur PONS : Donc je prends la succession et je laisse la parole à Monsieur FERVAL pour cette délibération.

DELIBERATION N° 09/2024-17

Classement dans le domaine public routier communal de la parcelle communale cadastrée section AS n°137

Rapporteur : Monsieur FERVAL

Monsieur FERVAL : Donc, il s'agit du classement du domaine public routier communal de la parcelle communale cadastrée AS 137.

Vu les articles L.111-1 et L.141-3 du Code de la Voirie Routière ;

Vu l'article L.2111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu la loi Aper du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables et notamment son article 40, rendant obligatoire, d'une part, l'implantation de panneaux photovoltaïques sur ombrières sur les parcs de stationnement extérieurs existants au 1^{er} juillet 2023, de plus de 1500 m², sur au moins 50% de la superficie des parcs et, d'autre part, sur les nouveaux parkings dont l'autorisation d'urbanisme a été déposée à compter du 10 mars 2023.

La Commune de Castelsarrasin est propriétaire depuis 1996 de la parcelle cadastrée section AS n°137, d'une superficie totale de 4818 m², sise 23 avenue Jean Moulin. Cette parcelle, ancien Centre Technique Fluvial, est située à proximité de la Gare de Castelsarrasin.

La Commune envisage d'y réaliser, très prochainement, un parking communal permettant ainsi une offre de stationnement plus importante pour les habitants et visiteurs.

Il est rappelé qu'outre ce projet de parking, il est prévu la réalisation d'ombrières photovoltaïques de parking par la Société Trina Solar France Systems. C'est la délibération n°09/2022-10 en date du 29 septembre 2022 portant autorisation de signature d'une promesse de bail emphytéotique avec ladite société pour la réalisation, l'exploitation et la maintenance d'ombrières photovoltaïques de parking.

Le parking étant à vocation publique, il convient de classer la parcelle AS n°137 dans le domaine public routier communal.

Vu l'accord du Permis d'Aménager en date du 14 juin 2023, relatif à la création d'une aire de stationnement de 96 places sur ladite parcelle ; demande déposée par la Commune de Castelsarrasin ;

Vu l'accord du Permis de Construire en date du 20 juin 2023 relatif à la création d'une centrale photovoltaïque en ombrières ; demande déposée par la Société Trina Solar France Systems ;

Considérant qu'un parking est considéré comme étant accessoire à la voirie et n'étant pas de nature à porter atteinte aux fonctions de desserte et/ou circulation, le classement de la parcelle dans le domaine public routier communal est dispensé d'enquête publique préalable ;

Vu le plan ci-annexé, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le classement de la parcelle cadastrée section AS n° 137, d'une superficie de 4818 m², dans le domaine public routier communal ;
- de dire que la présente délibération sera transmise aux services du cadastre et du centre des impôts afin que ces derniers puissent procéder au changement de classification de ladite parcelle.

Monsieur PONS : Je vous remercie. Y-a-t-il des questions ? Non, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants.

Monsieur Jean-Philippe BESIERS, Maire, s'étant absenté n'a pas pris part au vote (pour rappel Monsieur BESIERS disposait de la procuration de Monsieur Mathieu DUMAS).

Monsieur PONS : Madame FURLAN pour la délibération concernant la désaffectation et le déclassement de l'ensemble immobilier du groupe scolaire Ducau.

Monsieur le Maire reprend la présidence de la séance du conseil municipal.

DELIBERATION N° 09/2024-18

Désaffectation et déclassement de l'ensemble immobilier composant l'ancien groupe scolaire « Ducau », sis 15 bis route de Toulouse à Castelsarrasin et cadastré DH 386

Rapporteur : Madame FURLAN

Madame FURLAN : Vu les articles L.2111-1 et suivants et L.2141-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Depuis la rentrée scolaire 2022, le groupe scolaire « Ducau » (15 bis route de Toulouse à Castelsarrasin) a été remplacé par deux écoles dénommées Eugène REDON pour la maternelle et Simone VEIL pour l'élémentaire.

Vu son ancienneté et les nombreux désordres structurels constatés sur les bâtiments mais également dans les cours de récréation, la Commune a fait le choix de reconstruire, pour des raisons de sécurité, sur un terrain communal un peu plus éloigné, deux nouvelles écoles.

L'ensemble des bâtiments de ce groupe scolaire (logements, salle de classe, cantine...) n'accueillant plus aucune activité scolaire, il convient de les désaffecter de cet usage.

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 25 août 1995, relative à la désaffectation des biens des écoles élémentaires et maternelles publiques, il appartient au Conseil Municipal de prendre les décisions de désaffectation des terrains dont elle est propriétaire, et ce, après avoir recueilli au préalable l'avis du représentant de l'Etat dans le Département.

Pour rappel, pour sortir du domaine public, les biens doivent être désaffectés et déclassés. Aussi, la désaffectation d'un bien est l'action par laquelle l'Administration décide de retirer un bien public de l'usage du public ou du service public auquel il était affecté.

Le déclassement d'un bien est un acte administratif formel et exprès pris par le propriétaire du domaine.

En conséquence, la désaffectation doit intervenir avant le déclassement : il est impossible de déclasser un bien qui demeurerait affecté à l'utilité publique.

Par courrier en date du 11 juillet 2024, Monsieur le Préfet du département, après avoir recueilli l'avis de Monsieur l'inspecteur d'académie, a émis un avis favorable à la demande de désaffectation des locaux de cet ancien groupe scolaire.

D'autre part, afin de pouvoir leur donner une nouvelle utilisation, il est proposé à l'assemblée délibérante de prononcer leur déclassement du domaine public communal.

Vu le plan de situation ci-annexé, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la désaffectation de la parcelle DH 386 d'une superficie de 7.482 m² correspondant aux locaux de l'ancien groupe scolaire « Ducau », situé 15 bis route de Toulouse à Castelsarrasin ;
- de procéder à son déclassement du domaine public communal et de prononcer son classement dans le domaine privé de la Commune ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir en exécution de la présente délibération.

Pendant la lecture de la délibération, Monsieur le Maire a regagné sa place et a repris la présidence de la séance.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions sur ce sujet ? Oui Monsieur LABORIE.

Monsieur LABORIE : Oui c'était simplement pour savoir que vont devenir.....

Monsieur le Maire : Le devenir de ce site-là.

Monsieur LABORIE : Oui voilà.

Monsieur le Maire : Bien déjà il rentre dans le périmètre d'Action Cœur de Ville et, bien sûr, plusieurs projets avaient eu cours là-dessus, plusieurs choses avaient été esquissées. Rien n'est défini, puisqu'il faut une étude qui devra démontrer ce que l'on veut réellement réaliser. Tout est possible, tout a été dit sur ce site-là. C'est vrai qu'on se situe à côté de l'enceinte sportive, voilà la destination qu'il peut y avoir et donc ce n'est pas tout à fait défini.

Mais avant, il fallait faire une désaffectation du bien pour pouvoir justement en disposer et faire voir autre chose quoi.

Monsieur LABORIE : Est-ce que c'est voué à une démolition ?

Monsieur le Maire : Vu la qualité des bâtiments, je pense que ça sera voué à une démolition. Je ne veux pas m'avancer trop par rapport à ça, mais compte-tenu..., je ne vais pas vous refaire le schéma ou l'histoire de l'école du Ducau avec ce qui s'est passé, mais je pense que compte-tenu de la vétusté des lieux... Et je vous prie de croire que les premiers chiffres que nous avons essayés d'obtenir pour la démolition, ne sont pas petits...voilà.

Donc du coup ça devient une friche. Vous savez que sur les fonds friches, on peut avoir aussi des aides à travers Action Cœur de Ville. Donc c'est pour ça aussi qu'on le désaffecte et le déclassé pour pouvoir aussi bénéficier, par la suite, dans le cadre de ce dispositif, de subventions. Mais on en reparlera et ça fait partie des gros dossiers qu'on a sur Castelsarrasin comme celui de Banel, par exemple. Voilà.

Monsieur LABORIE : Merci.

Monsieur le Maire : Oui, bien sûr, Madame LETUR.

Madame LETUR : Vous nous parlez de diverses destinations auxquelles vous avez pensées, est-ce que pouvez nous en dire quelques mots ?

Monsieur le Maire : Il y avait des choses qui étaient à destination sportive, parce qu'il y avait des besoins aussi au niveau du stade.

En termes d'habitat, je pense qu'on sera suffisamment pourvu déjà. Mais bon, je ne vais pas présumer de l'avenir, je vous donne des pistes qui finalement seront peut-être toutes autres. En tout cas, on va essayer surtout de garder l'esprit ce site-là, qui est dédié au sport. Voilà.

Monsieur ANGLES : Une dernière si vous permettez, la piscine municipale que devient-elle alors ?

Monsieur le Maire : Un trou. Elle fera partie de l'ensemble voilà. On aura du remblai à côté pour pouvoir la combler.

Monsieur ANGLES : Je veux dire par-là qu'elle ne sera pas déclassée ?

Monsieur le Maire : Je n'ai pas entendu ?

Monsieur ANGLES : Je veux dire que ce ne sera pas déclassé ?

Monsieur le Maire : Je ne sais pas si ça se déclassé.

Madame SAINTE-MARIE, Directrice du Secrétariat général : Ce n'est pas une école qui est un service public donc pour pouvoir en disposer du bien il faut faire une désaffectation et le déclasser.

Monsieur le Maire : Voilà, donc à voir dans quelques temps comment les choses vont évoluer. D'autres questions ? Non, je mets donc aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : On continue sur la désaffectation et le déclassement de l'ensemble immobilier Chemin des Deux Ponts, c'est Madame FREZABEU qui la présente.

DELIBERATION N° 09/2024-19

Désaffectation et déclassement de l'ensemble immobilier Chemin des Deux Ponts, parcelles cadastrées AR n°75, AR n°76, AR n°38 (pour partie) et AR n°39 (pour partie)

Rapporteur : Madame FREZABEU

Madame FREZABEU : Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment l'article L.2121-2 ;

Vu les dispositions de Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) et, notamment des articles L-1, L.2141-2 et L.3112-4 ;

La Commune est propriétaire des parcelles cadastrées AR n°38, AR n°39, AR n°75 et AR n°76 d'une superficie totale de 23141 m² et sises Chemin des Deux Ponts. Ces parcelles sont affectées pour partie depuis fin 2015 à l'usage du Centre Technique Fluvial (AR n°75 et AR n°76 pour une surface respective de 361 m² et 19273 m², et partie des parcelles AR n°38 et AR n°39 pour une emprise foncière respective de 2164 m² et 1343 m²).

En effet, il est rappelé que depuis le 28 octobre 2015, la gestion et l'exploitation du Centre Technique Fluvial (CTF) a été confiée par contrat de délégation de service public à la Société Chantier Fluvial de Castelsarrasin, pour une durée de dix ans.

Le délégataire s'est rapproché de la Commune afin d'envisager d'acquérir le site du Centre Technique Fluvial à l'issue du contrat de délégation de service public (DSP).

Après une étude attentive du dossier de DSP et une analyse financière réalisée sur la situation du budget annexe du CTF, il paraît opportun d'apporter une suite favorable à la sollicitation du délégataire actuel. Dans ce cadre, la Collectivité n'envisage pas de renouveler le contrat de délégation de service public, à son terme.

Les dispositions du CG3P permettent aux collectivités territoriales de décider de la désaffectation future d'une dépendance du domaine public et de prononcer son déclassement avec effet anticipé. Aussi l'article L.3112-4 du CG3P prévoit la possibilité pour un bien relevant du domaine public de faire l'objet d'une promesse de vente, dès lors que la désaffectation du bien concerné est décidée par l'autorité administrative compétente et que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation permettant le déclassement ne prenne effet que dans un délai fixé par la promesse.

Cette procédure permet de maintenir temporairement l'affectation d'un bien à l'usage du public, à savoir dans notre cas d'espèce jusqu'à l'échéance du contrat de délégation de service public, tout en autorisant la conclusion d'actes de disposition ou d'administration sur celui-ci.

Autrement dit, ce bien peut donc faire l'objet d'une promesse de vente, d'une cession ou d'un bail, tout en demeurant en activité durant la période nécessaire pour les besoins de l'usage du public.

Afin de poursuivre le projet de vente à la Société Chantier Fluvial de Castelsarrasin et compte tenu des éléments exposés, il est proposé à l'assemblée délibérante la désaffectation de l'ensemble immobilier précité au terme du contrat de délégation de service public et son déclassement par anticipation à la date du 1^{er} octobre 2024.

Les parcelles :

- AR n°75 d'une superficie de 361 m²
- AR n°76 d'une superficie de 19273 m²
- partie AR n°38 pour une superficie de 2164 m²
- partie AR n°39 pour une superficie de 1343 m²

soit une emprise foncière total de 23141 m² matérialisée sur le plan joint à la présente, relèveront, à compter du 1^{er} octobre 2024, du domaine privé de la Commune.

Il est à noter que la vente des futures parcelles sera conclue sous la condition suspensive de la désaffectation effective du site. Durant la période entre le prononcé du déclassement et la prise d'effet de la désaffectation, le site restera affecté à l'usage du public.

Il est proposé au conseil municipal de :

- désaffecter les parcelles AR n°75, AR n°76, partie de la parcelle AR n°38 pour 2164 m² et partie de la parcelle AR n°39 pour 1343 m², soit une superficie totale d'environ 23141 m² matérialisée sur le plan joint, situées Chemin des Deux Ponts 82100 Castelsarrasin, au terme du contrat de délégation de service public ;
- procéder à leur déclassement avec effet anticipé à la date du 1^{er} octobre 2024 ;
- d'autoriser, le cas échéant, Monsieur le Maire à prendre tout acte relatif à la décision de désaffectation ou au déclassement desdites parcelles.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Oui Monsieur ANGLES.

Monsieur ANGLES : La question est simple, je vais redire ce que j'ai dit à la Commission. C'est à dire qu'on ne peut que se féliciter de voir qu'une entreprise castelsarrasinoise puisse investir et rester sur Castelsarrasin. Donc, c'est une très bonne chose pour l'entreprise et pour Castelsarrasin car c'est un site magnifique. On l'a déjà dit, un site qui est vraiment très actif au niveau du Canal des 2 mers.

Monsieur le Maire : Et il faut qu'il perdure surtout.

Monsieur ANGLES : Oui qu'il perdure surtout et on fait confiance à notre entreprise que nous connaissons.

Monsieur le Maire : Bien sûr.

Monsieur ANGLES : Voilà et par contre, la réserve que j'avais dit l'autre jour...

Monsieur le Maire : Oui.

Monsieur ANGLES : De faire attention à l'environnement, je veux dire que cela ne devienne pas un cimetière de bateaux, voilà.

Monsieur le Maire : Par rapport donc à la présence de bateaux nombreux qui sont sur le canal ? C'est quelque chose sur lequel on sera vigilant. Madame BAJON-ARNAL, qui est à mes côtés, est bienveillante par rapport à ça, puisqu'on en discute souvent notamment au niveau des concessions avec VNF.

Il faut que VNF aussi remplisse son rôle pleinement à travers cela pour...qu'il soit un peu plus un gendarme aussi par rapport à ça, voilà, mais on leur fait confiance là-dessus.

Monsieur le Maire : Pas d'autres questions ? Non, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : On passe ensuite à la désaffectation et déclassement pour la Caserne Banel, Madame FREZABEU.

DELIBERATION N° 09/2024-20

Désaffectation et déclassement de l'ensemble immobilier « ex Caserne Banel », parcelle communale cadastrée section DD n°152, sise 26 avenue du Maréchal Leclerc

Rapporteur : Madame FREZABEU

Madame FREZABEU : Vu les articles L.2111-1 et suivants et L.2141-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu les articles L.1321-3 et L.2141-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

La Commune de Castelsarrasin est propriétaire de la parcelle cadastrée section DD n°152, d'une superficie totale de 14854 m², sise 26 avenue du Maréchal Leclerc, acquise fin des années 1800, à Monsieur LACASSAGNE, et ce, en vue d'accueillir sur son territoire un bataillon de soldats chasseurs à pieds.

En date du 26 juillet 1874, la Commune de Castelsarrasin et le Département de la guerre ont conclu une convention prévoyant la mise à disposition de la parcelle précitée aux conditions suivantes : *« La ville conservera la nue-propriété de la Caserne et du sol qu'elle occupe. L'Etat en aura la jouissance indéfinie tant qu'ils seront affectés au service militaire, et en aura les frais d'entretien à sa charge »*.

Par courrier en date du 12 juin 2018, le Ministère des Armées a informé la Commune que « ladite caserne est désormais libre de toute occupation » et que, par conséquent, ce site n'avait plus d'utilité militaire ; de ce fait la collectivité récupère l'entière jouissance du bien et, à ce titre, la pleine propriété.

L'Etat (Directions de l'immobilier de l'Etat et des travaux du génie) est propriétaire de la parcelle DD n°151 formant avec la parcelle communale DD n°152, l'unité foncière représentant l'ancienne Caserne Banel.

La Commune s'est donc rapprochée du Ministère des Armées afin d'engager des discussions sur le devenir du site souhaitant lui donner une seconde vie.

Cet important projet de réhabilitation du site a conduit la collectivité au lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), à la suite duquel le Ministère des Armées et la Commune ont décidé conjointement de travailler en collaboration sur ce projet.

S'en est suivi le lancement d'un Appel à Projets avec la formation d'une commission spécifique associant de multiples acteurs du Département, élus et techniciens.

Considérant, d'une part, que la procédure de l'appel à projets arrive à son terme et, d'autre part, que cet ensemble immobilier n'est plus affecté à un usage public, il est opportun de procéder à la désaffectation de la parcelle communale DD n°152 et à son déclassement.

Par ailleurs afin d'acter ce « retour d'usufruit », il est proposé la signature d'un accord amiable mettant fin à la convention de 1874.

Vu le plan ci-annexé, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la désaffectation de la parcelle cadastrée section DD n°152, d'une superficie de 14854 m², sise 26 avenue du Maréchal Leclerc ;
- de procéder au déclassement de la parcelle DD n°152 du domaine public communal et de prononcer son classement dans le domaine privé de la Commune ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer un accord amiable de résiliation de la convention du 26 juillet 1874 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir en exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions. On se retrouve mardi prochain, vous avez reçu les invitations pour l'accord. Donc s'il n'y a pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Madame BETIN pour un état descriptif de division de l'immeuble 4, 4 bis et 6 rue du Soleil.

DELIBERATION N° 09/2024-21

**Etat descriptif de division de l'immeuble sis 4, 4bis et 6 rue du Soleil à Castelsarrasin, parcelle cadastrée DE n°887 et règlement de copropriété
- Approbation et autorisation de signature**

Rapporteur : Madame BETIN

Madame BETIN : Vu la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

Vu le décret n°67-223 du 17 mars 1967 pris par application de la loi susvisée, modifié par le décret n°2020-834 du 2 juillet 2020 ;

La Commune est propriétaire d'un immeuble, sis 4, 4 bis et 6 rue du Soleil, composé actuellement de six lots d'habitation dont l'entrée s'effectue par le 6 rue du Soleil, d'un grand local professionnel à usage de bureaux avec un accès indépendant par le 4 bis de la même rue et un grand appartement inoccupé situé dans un bâtiment séparé disposant d'une entrée au 4 rue du Soleil.

Cet appartement, comprenant une cave, un rez-de-chaussée et deux étages, nécessite d'importants travaux de mise aux normes et de rénovation. Ce dernier ayant fait l'objet d'une intention d'achat et la collectivité souhaitant procéder à la vente de ce bien, il est nécessaire au préalable de partager les espaces en créant une copropriété au sein de l'immeuble représentant à ce jour une seule et même unité foncière.

Considérant le projet descriptif de la parcelle communale DE n°887 ainsi que le règlement de copropriété joint en annexe ;

Le règlement de copropriété a pour objet de déterminer les parties communes affectées à l'usage de plusieurs ou de tous les copropriétaires et les parties privatives affectées à l'usage exclusif de chaque copropriétaire.

Il établit par ailleurs les droits et obligations des copropriétaires et organise l'administration de l'immeuble.

Enfin, il contient l'Etat Descriptif de Division lequel définit les lots de copropriété comprenant une partie privative et une quote-part indivise de parties communes.

L'état descriptif de division pour l'immeuble, objet de la présente délibération, prévoit la décomposition suivante :

Lot n°	Niveau	Désignation	Quote-part dans la propriété du sol et des parties communes
1	1 ^{er} étage	Lot à usage d'habitation	56
2	1 ^{er} étage	Lot à usage d'habitation	99
3	2 ^{ème} étage	Lot à usage d'habitation	102
4	2 ^{ème} étage	Lot à usage d'habitation	78
5	2 ^{ème} étage	Lot à usage d'habitation	79
6	2 ^{ème} étage	Lot à usage d'habitation	85
7	Rez-de-chaussée/1 ^{er} étage	Lot en duplex à usage d'habitation	198
8	Rez-de-chaussée	Lot à usage professionnel ou d'habitation	303
			1000

En outre, il détermine les parties communes générales et les parties communes spéciales, l'état de répartition des charges et prévoit la constitution de servitudes (servitude de passage pour le lot 8 sur la parcelle communale DE n°888 pour permettre l'accès à la chaufferie) et des servitudes de vues directe de la copropriété DE n°887 sur la parcelle DE n°888.

Enfin, il est précisé que dans la mesure où la Commune demeurera pour l'heure propriétaire des 7 autres lots (seul le lot 7 sera vendu) de la copropriété, la Commune se constitue syndic provisoire de copropriété (durée maximale de douze mois).

Vu l'avis de la Commission des Finances ;

Ceci exposé, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la mise en copropriété de l'immeuble communal cadastrée DE n°887, sis 4, 4 bis et 6 rue du Soleil à Castelsarrasin et d'approuver le règlement de copropriété et l'état descriptif de division, tel qu'annexé à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié à intervenir valant état descriptif de division et règlement de copropriété ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les formalités requises pour l'exécution de la présente délibération et à signer tous les actes et documents nécessaires à la création de cette copropriété.

Monsieur le Maire : Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur PONS pour l'instauration d'une participation au financement des contrats prévoyance et santé.

DELIBERATION N° 09/2024-22**Instauration d'une participation au financement des contrats et règlements labellisés des agents de la collectivité pour le risque « Prévoyance » et pour le risque « Santé »**

Rapporteur : Monsieur PONS

Monsieur PONS : Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le Code des Assurances, de la Mutualité et de la Sécurité Sociale ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;
Vu la circulaire n°RDFB1220789C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération n°02/2022-13 en date du 10 février 2022 portant débat sur la Protection Sociale Complémentaire ;

Vu la délibération n°04/2023-12 du 6 avril 2023 relative à la Protection Sociale Complémentaire ;

Considérant que les collectivités territoriales et leurs établissements participent, dans les conditions définies à l'article L.827-11 du Code Général de la Fonction Publique, au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès auxquelles souscrivent les agents qu'ils emploient ;

Considérant que sont éligibles à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics les contrats destinés à couvrir les risques mentionnés à l'article L.827-1 du Code Général de la Fonction Publique, à savoir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident, garantissant la mise en œuvre des dispositifs de solidarité mentionnés à l'article L.827-3 dudit Code. Cette condition peut être attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues à l'article L.310-12-2 du Code des Assurances ;

Il est rappelé à l'Assemblée que les employeurs territoriaux auront obligation de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, à compter du 1^{er} janvier 2025 pour le risque « Prévoyance » et du 1^{er} janvier 2026 pour le risque « Santé ».

Cette participation peut se faire, au choix de l'employeur, selon deux modalités pour chacun des deux risques : soit la labellisation, soit l'adhésion à un contrat collectif (facultative ou obligatoire).

Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 a fixé les montants mensuels de référence et a précisé les garanties minimales que devront comporter les contrats d'assurance financés de manière obligatoire par les employeurs publics (7 € pour la protection « Prévoyance » et 15 € pour la protection « Santé »).

Soucieuse de garantir la meilleure solution possible à son personnel, la Collectivité a initié une campagne de sondage qui a été menée en interne en lien avec les représentants du personnel en vue de déterminer la modalité qui sera retenue entre la labellisation et l'adhésion à un contrat collectif, et ce, tant au niveau de la prévoyance que de la complémentaire santé.

Le choix des agents s'est porté à la majorité des voix exprimées sur la labellisation tant pour le risque « Prévoyance » que pour le risque « Santé ».

Il est donc proposé de se conformer au choix des agents et d'instaurer :

- pour le risque « Prévoyance » à compter du 1^{er} janvier 2025, une participation au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire ; laquelle sera fixée à 7 euros mensuel par agent, qu'il soit titulaire, stagiaire, contractuel de droit public, apprenti ou en contrat aidé. Pour pouvoir bénéficier de cette participation, les agents devront fournir l'attestation de labellisation.
- pour le risque « Santé » à compter du 1^{er} janvier 2026, une participation au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire ; laquelle sera fixée à 15 euros mensuel par agent, qu'il soit titulaire, stagiaire, contractuel de droit public, apprenti ou en contrat aidé. Pour pouvoir bénéficier de cette participation, les agents devront fournir l'attestation de labellisation.

Vu les avis préalables du Comité Social Territorial commun en date du 17 mai 2024 et du 16 septembre 2024, et vu l'avis de la Commission des Finances ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'instaurer, d'une part, à compter du 1^{er} janvier 2025, la participation de la collectivité au financement des contrats et règlements labellisés des agents de la Mairie de Castelsarrasin pour le risque « Prévoyance », à hauteur de 7 euros mensuel par agent et, d'autre part, à compter du 1^{er} janvier 2026, la participation de la collectivité au financement des contrats et règlements labellisés des agents de la Mairie de Castelsarrasin pour le risque « Santé », à hauteur de 15 euros mensuel par agent.

Monsieur le Maire : Merci. Voilà ce qu'il en est pour cette délibération. Est-ce que vous avez des questions ? Pas de questions, je mets donc aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur PONS poursuit avec une indemnité spéciale de fonction et d'engagement pour les gardes champêtres.

DELIBERATION N° 09/2024-23

Instauration d'une Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement pour les fonctionnaires du cadre d'emplois des gardes champêtres

Rapporteur : Monsieur PONS

Monsieur PONS : Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1111-2 ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.714-4 et L.714-13 ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

En application de l'article L.714-13 du Code général de la fonction publique, les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres peuvent bénéficier d'un régime indemnitaire dont les modalités et les taux sont fixés par décret. Ce régime spécifique ne relève pas du régime indemnitaire général dénommé « RIFSEEP » attribué aux autres cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

Ce nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale a été institué par le décret n°2024-614 du 26 juin 2024, et est dénommé I.S.F.E. (Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement).

Les dispositions du décret répondent à la volonté de simplifier et rendre plus attractif le régime indemnitaire des policiers municipaux et gardes champêtres, lesquels exercent des métiers en tension.

Par ailleurs l'I.S.F.E. a pour objet de s'harmoniser avec le R.I.F.S.E.E.P. dont bénéficient les autres agents de la fonction publique territoriale.

Il est précisé que l'I.S.F.E. a vocation à faire disparaître l'Indemnité d'Administration et de Technicité (I.A.T.) ainsi que l'Indemnité Spéciale de Fonctions, deux régimes indemnitaires, dont bénéficiaient jusqu'ici les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale.

Depuis le 29 juin 2024 et avant le 1^{er} janvier 2025, les organes délibérants des collectivités peuvent instituer par délibération l'I.S.F.E. après consultation, pour avis, du Comité Social Territorial.

Peuvent bénéficier de cette Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement au sein de la Collectivité, les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres.

L'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement est composée d'une part fixe et d'une part variable.

La part fixe de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite du taux de 30% pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

La part variable de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés dans le cadre de la procédure d'évaluation professionnelle, selon des critères définis par l'organe délibérant.

L'organe délibérant détermine, par ailleurs, le plafond de la part variable de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement dans la limite du montant de 5.000 € pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

La part fixe de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement est versée mensuellement.

La part variable de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement pourra être versée mensuellement dans la limite de 50% du plafond défini par l'organe délibérant.

Elle peut être complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

Lors de la première application des dispositions du décret précité, si le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà des pourcentages précités et dans la limite des montants plafonds.

L'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) ;
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail.

Concernant les indisponibilités physiques et par analogie au décret n°2010-997 du 26 août 2010, la part fixe sera maintenue dans les mêmes conditions que le traitement, durant :

- les congés annuels ;
- les congés de maladie ordinaire ;
- les congés consécutifs à un accident de service ou à une maladie professionnelle ;
- les congés pour invalidité temporaire imputable au service.

La part fixe sera maintenue en cas de congés de maternité, d'adoption et de paternité et d'accueil de l'enfant.

La part fixe sera suspendue en cas de congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement accordé, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.

Vu l'avis préalable du Comité Social Territorial commun en date du 16 septembre 2024, et vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise en place de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (part fixe et part variable) au profit du cadre d'emplois des gardes champêtres à compter du 1^{er} octobre 2024, et selon les modalités ci-dessous :
 - o taux individuel pour la part fixe pouvant être attribuable dans la limite de 30% ;
 - o plafond annuel part variable pouvant être attribuable dans la limite de 5.000 euros ;
 - o critères pris en compte pour apprécier la manière de servir et l'engagement professionnel pour l'attribution de la part variable :
 - La réalisation des objectifs ;
 - Le respect des délais d'exécution ;
 - Les compétences professionnelles et techniques ;
 - Les qualités relationnelles ;
 - La capacité d'encadrement ;
 - La prise en compte de mission(s) exceptionnelle(s) ;
 - La disponibilité et l'adaptabilité.
- d'abroger à compter du 1^{er} octobre 2024 la délibération n°09/2021-15 en date du 30 septembre 2021 instaurant l'Indemnité d'Administration et de Technicité pour le cadre d'emplois des gardes champêtres, ainsi que la délibération n°09/2021-16 du 30 septembre 2021 instaurant l'Indemnité Spéciale de Fonctions pour ledit cadre d'emplois ;
- de charger Monsieur le Maire de procéder à toutes les démarches nécessaires de la présente délibération.

Monsieur le Maire : Merci. Est-ce que vous avez des questions sur cette délibération ? Oui Madame BENCE.

Madame BENCE : Donc je vais voir juste si j'ai bien tout compris. Cette ISFE s'applique à la place du RIFSEEP, c'est ça ?

Monsieur PONS : Non, ce n'est pas un RIFSEEP. Le RIFSEEP reste pour les agents. Tandis que les gardes champêtres et la police municipale vont avoir cette ISFE.

Madame BENCE : L'ISFE, d'accord. Donc ça ne fait pas partie du RIFSEEP ?

Monsieur PONS : Non, ils n'ont pas droit au RIFSEEP.

Madame BENCE : D'accord. Donc pour cette ISFE, il y a une partie fixe si j'ai compris et une partie qui est variable en fonction de la manière de servir, c'est ça ?

Monsieur PONS : Oui.

Madame BENCE : La partie fixe est-ce qu'elle est soumise à évolution par échelon ou elle n'évolue jamais ?

Monsieur PONS : C'est les 30% de la rémunération de l'agent.

Madame BENCE : D'accord.

Monsieur PONS : Maximum.

Madame BENCE : Ca n'augmente pas automatiquement tous les 2 ans, comme les échelons ?

Monsieur PONS : Non.

Madame BENCE : D'accord, c'est ce que je voulais savoir.

Monsieur PONS : C'est un pourcentage de son salaire limité à 30% ; si son salaire augmente, ça suivra le cours.

Madame BENCE : D'accord merci.

Monsieur le Maire : C'est bon pour tout le monde, merci. S'il n'y a pas d'autres questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : On passe à la création d'emplois d'un coordonnateur des opérations de recensement, Monsieur PONS.

DELIBERATION N° 09/2024-24

Créations d'emplois d'un coordonnateur des opérations de recensement et d'un correspondant Répertoire d'Immeubles Localisés (R.I.L.)

Rapporteur : Monsieur PONS

Monsieur PONS : Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique (CGFP) ;
Vu la loi 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V ;
Vu le décret 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;
Vu le décret 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Afin de réaliser les opérations du recensement en 2025, il est nécessaire :

- de désigner un coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement ;
- de désigner un correspondant « Répertoire d'Immeubles Localisés » (RIL). Le RIL est le fichier des adresses de la commune. Le correspondant RIL est l'interlocuteur de l'INSEE pour toutes les questions touchant à la gestion du Répertoire d'Immeubles Localisés. Il a en charge la mise à jour et l'expertise du RIL dans la commune.

➤ **La désignation d'un coordonnateur des opérations de recensement :**

Il s'agit de désigner un coordonnateur d'enquête qui bénéficiera d'une décharge partielle de ses fonctions et gardera sa rémunération habituelle.

➤ **La désignation d'un correspondant R.I.L. :**

Il s'agit de désigner un correspondant R.I.L. qui bénéficiera d'une décharge partielle de ses fonctions et gardera sa rémunération habituelle.

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal :

Article 1 : De désigner :

- Madame Julie ROSSE-TOSTIVINT en qualité de coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement ;
- Monsieur John SCHOLZ en qualité de coordinateur d'enquête et correspondant « Répertoire d'Immeubles Localisés ».

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires en application de la présente délibération.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur PONS encore pour l'actualisation du règlement intérieur du personnel communal.

DELIBERATION N° 09/2024-25

Actualisation du règlement intérieur du personnel communal

Rapporteur : Monsieur PONS

Monsieur PONS : Par délibération n°05/2021-9 en date du 27 mai 2021, le conseil municipal adoptait la mise en place d'un règlement intérieur du personnel communal à effet du 1^{er} juillet 2021, lequel a fait l'objet d'une mise à jour à effet du 1^{er} juillet 2023 par délibération n°06/2023-8 en date du 29 juin 2023.

Afin de tenir compte des évolutions réglementaires et organisationnelles intervenues depuis cette date, il convient de procéder à son actualisation à partir du 1^{er} septembre 2024.

Ce projet de règlement intérieur actualisé du personnel communal, soumis à l'examen du Comité Social Territorial commun, est toujours destiné à organiser la vie dans la collectivité, dans l'intérêt de tous et le respect de la réglementation, ainsi qu'à assurer un bon fonctionnement des services. Il est rappelé que le règlement concerne l'ensemble des locaux et des lieux de travail de la collectivité, et s'impose à tous les personnels employés par la Commune, quel que soit leur statut.

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial commun en date du 16 septembre 2024, et vu le projet de règlement ci-joint ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le règlement intérieur actualisé ci-annexé prenant effet à partir du 1^{er} septembre 2024 ;
- de charger Monsieur le Maire de procéder à toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Monsieur PONS : Alors très rapidement, les modifications qui ont été faites, premièrement, c'est l'ajustement de la date de prise en compte. Dans le dossier qui vous est joint, les modifications sont en jaune.

Ensuite, il y a une modification sur l'allocation forfaitaire du télétravail, qui était de 2,50 euros avec un maximum de 245 euros, et qui va passer à 2,88 euros avec un maximum de 282,24 euros. Il y aura également la modification du compte personnel de formation et du compte d'engagement citoyen ; mais aussi la mise en place de la PSC que l'on vient de voter et la modification des taux de remboursement des frais de déplacement des agents et d'hébergement ainsi que le remboursement des frais de transport pour les agents qui s'élèvent à 75% du tarif avec un maximum de 99 euros mensuel.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur LANNES pour les marchés aux gras.

DELIBERATION N° 09/2024–26

**Marchés au Gras – Convention d'intervention de deux bénévoles occasionnels du service public pour la découpe des palmipèdes gras au profit des particuliers
- Approbation et autorisation de signature**

Rapporteur : Monsieur LANNES

Monsieur LANNES : Afin de promouvoir la filière des palmipèdes gras, la Commune de Castelsarrasin organise, chaque année, des marchés au gras à caractère saisonnier qui se déroulent les jeudis, sur la période de novembre à avril (24 à 26 marchés environ par saison).

Afin d'améliorer l'attractivité de ces marchés, deux intervenants bénévoles ont proposé d'effectuer gratuitement, au profit des usagers, la découpe des produits achetés.

La Commune de Castelsarrasin a accepté cette participation dans un but d'intérêt général, moyennant le remboursement de frais fixés forfaitairement à 400 euros par saison et par agent bénévole. Ce forfait, fixé à 400 euros, vise notamment à couvrir les frais de déplacements, de repas, d'achats de petits matériels (couteaux).

Pour la saison 2024-2025, deux intervenants opéreront, à leur demande, à titre de collaborateurs bénévoles occasionnels du service public, pour assurer la découpe gracieuse des palmipèdes gras achetés par les particuliers, pour la période du 7 novembre 2024 au 27 mars 2025 inclus. Pour cette nouvelle saison, il est proposé de maintenir à 400 euros le forfait par bénévole.

Vu le projet de convention ci-joint et l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention à intervenir avec lesdits collaborateurs bénévoles, telle que ci-annexée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à la signer ainsi que tout acte s'y rapportant ;
- de dire qu'au titre de remboursement de frais, la Commune versera, par bénévole, et pour l'intégralité de la saison 2024-2025, la somme de 400 €, laquelle sera payée à la fin de la saison.

Monsieur le Maire : Merci et je précise que nous sommes le dernier marché au gras du Département. Je dis ça mais bien tristement, parce qu'on les voit périliter les uns à la suite des autres. Donc on fait le choix de le conserver, à condition que toutes les ombres, qui planent au-dessus de la filière, ne viennent pas contrecarrer tous nos plans, notamment en termes de vaccination ; en fait de problématiques sanitaires. Voilà donc, soyons plus que jamais vigilants. Est-ce que vous avez des questions ? Non, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur PONS pour le tableau des effectifs.

DELIBERATION N° 09/2024-27

Modification du tableau des effectifs : créations et suppressions de postes

Rapporteur : Monsieur PONS

Monsieur PONS : Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés et supprimés par l'organe délibérant de la collectivité ;
Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif et la quotité des emplois nécessaires au fonctionnement des services ;
Vu l'avis du Comité Social Territorial commun en date du 16 septembre 2024 ;
Considérant qu'en raison des besoins de la collectivité, il convient de modifier le tableau des effectifs tel que suit :

- **Créations de postes :**

Au 1^{er} septembre 2024

Filière	Nbre	Poste(s)	Temps de travail	Service(s)
Administrative	1	Adjoint Administratif Principal de 2 ^{ème} classe	100 %	Ressources Humaines
Technique	10	Adjoint Technique	89,79 %	Éducation
Animation	1	Adjoint d'Animation	90 %	Animation Enfance Jeunesse

- **Suppressions de postes :**

Au 1^{er} juillet 2024

Filière	Nbre	Poste(s)	Temps de travail	Service(s)
Technique	1	Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	100 %	Espaces Verts

Au 1^{er} septembre 2024

Filière	Nbre	Poste(s)	Temps de travail	Service(s)
Technique	10	Adjoint Technique	79,28 %	Éducation
Animation	1	Adjoint d'Animation	94 %	Animation Enfance Jeunesse

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la modification susvisée ainsi que ses modalités d'application, et de charger Monsieur le Maire de procéder à toutes les démarches nécessaires à cette modification.

Monsieur PONS : Pour explication, la première création de poste, c'est un agent qui a eu un concours et qui est donc stagiairisé, donc il faut lui créer son poste. Ensuite pour les 10 postes de technique et celui d'animation, ce sont des modifications avec les postes supprimés en-dessous où l'on change les quotités de temps de travail. Concernant celui qui est annulé, le poste technique, c'est un agent qui est parti à la retraite et qui avait déjà été remplacé.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Nous avons 6 abstentions. Donc la délibération est adoptée.

Adoptée par 27 voix pour

Et 6 abstentions (M. CHAUDERON, M. BON, Mme LETUR, M. ANGLES, Mme CAVERZAN, Mme SIERRA)

Monsieur le Maire : Madame PECCOLO pour la détermination de la méthode de calcul de distance.

DELIBERATION N° 09/2024-28

Détermination de la méthode de calcul de distance dans le cadre des modalités au Transport Scolaire Régional pour les circuits de La Tulipe et des Cloutiers : changement d'utilisation du site permettant l'application du tarif des non-ayants-droit

Rapporteur : Madame PECCOLO

Madame PECCOLO : Par délibération n°09/2023-20 du 26 septembre 2023, le conseil municipal a adopté la méthode de calcul entre le domicile de l'élève et son établissement d'enseignement afin de déterminer l'application du tarif des non-ayants-droit en matière de transport scolaire régional pour les circuits de La Tulipe et des Cloutiers.

Pour réaliser ces calculs, le site Via Michelin, option « trajet le plus court », avait été retenu.

Il est rappelé que la Région Occitanie compétente en matière de transports scolaires a instauré la gratuité sur l'ensemble de la Région Occitanie, uniquement pour les élèves ayants-droit, à savoir les élèves résidant à plus de 3 kilomètres de leur établissement scolaire.

Tel que préconisé par la Région Occitanie, il est proposé, dorénavant, d'utiliser le site Géoportail (option « trajet le plus court ») ; site servant de base de calcul aux différents services de l'État, en lieu et place de Via Michelin.

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal d'utiliser le site Géoportail (option « trajet le plus court ») pour déterminer l'application du tarif des non-ayants-droit en matière de transport scolaire régional pour les circuits de La Tulipe et des Cloutiers.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Oui Monsieur LABORIE.

Monsieur LABORIE : Oui simplement, je voudrais savoir combien d'enfants fréquentent le bus de ramassage des Cloutiers ? Parce que je vois passer le bus devant chez moi, et il est souvent vide.

Madame PECCOLO : Oui c'est ça le problème.

Monsieur LABORIE : J'avais déjà soulevé ce problème l'an dernier et je vois que rien n'a été fait depuis. Alors je me demande s'il est opportun de garder ce service.

Madame PECCOLO : Alors il n'est peut-être pas opportun dans l'immédiat, mais il y a quelques enfants et des familles qui en ont besoin donc pour le moment on ne l'avait pas supprimé dans la mesure où il y a des enfants voilà, et donc ils ont droit à ce service. Vous êtes placés où sur le circuit ?

Monsieur LABORIE : Route des Fourrières.

Madame PECCOLO : Il y a quand même une quinzaine d'enfants qui montent dans le bus.

Monsieur le Maire : Et puis, ils prennent un gros bus parce qu'après il continue sur d'autres missions. Donc c'est pour ça qu'ils utilisent ce bus-là, voilà, parce qu'après le bus continue sur d'autres missions. J'entends parfaitement. Alors la difficulté, si on le ferme, on est tous d'accord pour le fermer, mais....

Monsieur LABORIE : Je n'ai pas dit qu'il fallait le fermer, j'ai dit que peut-être on pourrait utiliser un autre moyen.

Monsieur le Maire : L'autre moyen, c'est d'utiliser un car un peu plus petit, mais en fait après il part sur d'autres missions, là où ils en ont besoin. Il fait un circuit. C'est un arrangement du transporteur aussi.

D'autres questions ? Non, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : La revalorisation des dotations scolaires, Madame PECCOLO.

DELIBERATION N° 09/2024-29

Revalorisation des dotations scolaires - Année scolaire 2024-2025

Rapporteur : Madame PECCOLO

Madame PECCOLO : L'article L.212-4 du Code de l'Éducation précise que « la Commune a la charge des écoles publiques » et, à ce titre, en assure notamment l'équipement et le fonctionnement. Ainsi, la Commune attribue des dotations scolaires pour fournitures scolaires.

Les dotations pour fournitures scolaires allouées, annuellement, aux écoles maternelles et élémentaires sont destinées, notamment, à l'acquisition de fournitures, de matériel collectif d'enseignement, de manuels scolaires, et à couvrir les dépenses relatives aux photocopies. Il est précisé que lesdites dotations sont accordées en fonction du nombre d'élèves et de classes.

Ces dernières n'ayant pas fait l'objet d'une revalorisation depuis 2018 (délibération n°07/2018-11 du 12 juillet 2018), il est proposé de modifier le forfait annuel par enfant et de le porter à 26,00 euros (enfants des écoles maternelles et primaires confondues) au lieu de 24,00 euros actuellement ; le forfait annuel attribué par classe restant inchangé, 250,00 euros par classe pour les écoles maternelles et 172,00 euros par classe pour les écoles primaires.

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal de revaloriser la dotation pour fournitures scolaires à 26,00 euros par enfant, à compter de l'année scolaire 2024-2025.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Madame BAJON-ARNAL pour une convention avec le CAC Tennis de table. Le Ping comme ils disent.

DELIBERATION N° 09/2024-30

Convention de partenariat entre l'Association « CAC Tennis de Table » et la Commune de Castelsarrasin
- Approbation et autorisation de signature

Rapporteur : Madame BAJON-ARNAL

Madame BAJON-ARNAL : Par délibération n°09/2023-22 en date du 26 septembre 2023, le conseil municipal a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'Association « CAC Tennis de Table » pour l'année scolaire 2023-2024.

La Commune et l'Association « CAC Tennis de Table » souhaitent poursuivre le partenariat engagé visant à dispenser des séances de tennis de table au sein des écoles élémentaires, pendant la pause méridienne, à destination des enfants d'âge élémentaire.

Ce partenariat qui vise à faire découvrir de manière ludique cette pratique sportive aux enfants, s'inscrit dans la poursuite des objectifs de la Commune en matière de découverte et d'éveil des différentes activités sportives dans le cadre du PEDT Plan mercredi.

Pour ce faire, il convient de conclure une nouvelle convention pour l'année scolaire 2024-2025, laquelle définit les modalités de ce partenariat et notamment les engagements respectifs des deux parties.

Vu le projet de convention ci-joint, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre l'Association « CAC Tennis de Table » et la Commune de Castelsarrasin, telle que ci-annexée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention précitée.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Je profite pour saluer la présence, dans le public, du Coprésident Bernard GONTRAND qui est venu ici pour assister à ce Conseil municipal.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Nous passons ensuite aux avenants aux conventions d'objectifs et de financement entre la Commune et la CAF, Madame BETIN.

DELIBERATION N° 09/2024-31

Avenants aux Conventions d'objectifs et de financement entre la Commune de Castelsarrasin et la Caisse d'Allocations Familiales de Tarn-et-Garonne (CAF) dans le cadre de la « prestation du service accueil de loisirs Extrascolaire Bonus « Territoire CTG » » et « Péri-scolaire Bonification « Plan Mercredi », Bonus « Territoire CTG » »
- Approbation et autorisation de signature

Rapporteur : Madame BETIN

Madame BETIN : Pour rappel, la Caisse d'Allocations Familiales soutient financièrement un certain nombre d'actions mises en place dans les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) telles que le développement de l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience. Elle accompagne également le parcours éducatif des enfants âgés entre 3 et 11 ans, au travers d'une politique facilitant l'accès aux familles grâce à la prestation de service accueil de loisirs sans hébergement.

Nos ACM, maternel et élémentaire, étant éligibles à ces prestations d'accueils « Extrascolaire et Péri-scolaire » versées par la CAF, la Commune a conclu des conventions d'objectifs et de financement, avec cette dernière, relatives aux « prestations de service d'accueil de loisirs Extrascolaire Bonus "Territoire CTG" » et « Péri-scolaire Bonification "Plan Mercredi", Bonus "Territoire CTG" ».

Dans le cadre de ces conventions d'objectifs et de financement 2023-2027, la branche Famille de la CAF met en place de nouvelles modalités de financement à destination des Alsh Extrascolaire et Péri-scolaire, visant à soutenir le développement de l'offre d'accueil de loisirs, à renforcer les démarches inclusives et à simplifier les modalités de soutien de la branche Famille par notamment :

- le complément inclusif Alsh permettra de renforcer l'accueil des enfants et des adolescents en situation de handicap. Il est mis en place à compter du 1^{er} janvier 2024 et permet de majorer la subvention Alsh extrascolaire et péri-scolaire, uniquement pour les enfants bénéficiaires de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh) ;
- la possibilité de financer les développements d'activités dans ces accueils via le bonus territoire Ctg, qui pourra ainsi être versé à compter du 1^{er} janvier 2024 pour les heures d'accueil nouvelles, allant au-delà des heures existantes contractualisées lors de la mise en place de la CTG en cours ;
- la prise en compte du temps de repas dans la pause méridienne désormais financée dans son intégralité depuis le 1^{er} janvier 2023. Cette évolution permet de reconnaître le temps du repas comme faisant pleinement partie du temps éducatif.

Afin de pouvoir bénéficier de ces nouvelles modalités de financement, il convient de conclure des avenants aux conventions précitées.

Vu les avenants à la convention d'objectifs et de financement ci-joints et vu l'avis de la Commission des Finances ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les avenants aux conventions d'objectifs et de financement relatives aux « prestations de service d'accueil de loisirs Extrascolaire Bonus "Territoire CTG" » et « Péri-scolaire Bonification "Plan Mercredi", Bonus "Territoire CTG" », pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027, tels que ci-annexés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer lesdits avenants et tout document y afférant.

Monsieur le Maire : Merci Madame BETIN. Est-ce que vous avez des questions ? Pas de questions, je mets donc aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Madame DUFFILS pour le guide interne de la commande publique.

DELIBERATION N° 09/2024-32

Guide interne de la commande publique de la ville de Castelsarrasin : approbation de son actualisation

Rapporteur : Madame DUFFILS

Madame DUFFILS : Par délibération n°06/2022-28 en date du 16 juin 2022, le Conseil Municipal a approuvé le nouveau guide interne de la commande publique pour la Ville de Castelsarrasin. Pour rappel, le guide interne de la commande publique de la ville de Castelsarrasin est un outil commun à l'ensemble des services de la Commune. Il permet notamment la bonne utilisation des deniers publics, la sécurité juridique et l'efficacité de la commande publique tout en améliorant la concertation et le travail en commun entre les services opérationnels et le service de la commande publique.

Considérant qu'il apparaît nécessaire de mettre à jour le guide précité afin d'y intégrer, d'une part, les exigences environnementales en matière d'achat public, et, d'autre part, d'actualiser les seuils des marchés publics pour la période 2024-2026 ;

Vu le projet de guide interne de la commande publique de la ville de Castelsarrasin modifié, ci-joint ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le guide interne de la commande publique de la ville de Castelsarrasin actualisé, tel que ci-annexé.

Monsieur le Maire : Merci. Voilà, c'est tout ce que vous avez en rouge dans le rapport dont vous avez pris connaissance. Je ne vais pas vous en refaire une lecture, chacun aura vu ce qu'il en était. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Madame LUCAS MALVESTIO pour le rapport annuel du concessionnaire, c'est la société ATTRIA.

DELIBERATION N° 09/2024-33

Rapport annuel du concessionnaire 2023 - Contrat de concession pour la fourniture, la pose, l'exploitation et la maintenance de mobiliers urbains sur la commune de Castelsarrasin

Rapporteur : Madame LUCAS MALVESTIO

Madame LUCAS MALVESTIO : La commune de Castelsarrasin est titulaire d'un contrat de concession pour la fourniture, la pose, l'exploitation et la maintenance de mobiliers urbains conclu avec la société ATTRIA, pour une durée de 9 ans à compter du 12/12/2019.

L'article L.3131-5 du Code de la Commande publique dispose que, chaque année, tout concessionnaire doit produire un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Par ailleurs, l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dès la communication du rapport mentionné à l'article L.3131-5 du Code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus proche réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Il est précisé que ledit contrat de concession n'est pas qualifié de délégation de service public au sens de la réglementation dans la mesure où il n'a pas vocation à assurer l'exploitation d'un service public. Dans ce cadre, le rapport établi par le concessionnaire n'est pas soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

Vu la transmission dudit rapport par la société ATTRIA, ci-annexé, et vu l'avis de la Commission des Finances ;

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de la communication du rapport annuel du concessionnaire au titre de l'exercice 2023.

Monsieur le Maire : Merci. Donc vous avez tous les éléments. On prend acte de ce rapport à moins que vous ayez des questions ? Pas de questions, donc qui est contre pour prendre acte ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Le Conseil Municipal a pris acte de la communication du rapport annuel établi par le concessionnaire.

Monsieur le Maire : Je vais demander donc à Monsieur EIDESHEIM de bien vouloir sortir, c'est pour qu'il se déporte du Conseil municipal merci, ainsi que Madame DELTHIL. Monsieur KOZLOWSKI pour les subventions exceptionnelles.

Madame DELTHIL et Monsieur EIDESHEIM quittent la salle de l'Assemblée.

DELIBERATION N° 09/2024-34

Subventions exceptionnelles aux Associations « CAC Rugby » - « Castelsarrasin Gandalou Football Club » - « Terre des Confluences Handball » - « CAC Tennis de Table » et « Cercle Gaulliste Jean Moulin »

Rapporteur : Monsieur KOZLOWSKI

Monsieur KOZLOWSKI : L'Association « Gandalou Football Club » fait face à une augmentation significative de son nombre de licenciés ayant engendré des dépenses non prévues par le club. Dans ce cadre, l'Association sollicite une aide de la Commune, à hauteur de 2.700 euros.

L'Association « Terre des Confluences Handball » s'est rapprochée de la Commune en vue d'obtenir une subvention exceptionnelle lui permettant de maintenir les emplois jeunes actuellement en cours et d'éventuellement les pérenniser.

L'Association « CAC Tennis de Table » doit quant à elle renouveler du petit matériel indispensable à son activité et, va procéder à l'achat de raquettes et de balles. Ce matériel étant lié et destiné en partie aux interventions de l'Association dans sept écoles élémentaires de la ville, il est proposé au Conseil Municipal de répondre favorablement à la demande de l'Association visant à participer à une partie de cette charge, à savoir la somme de 500 euros.

Par ailleurs, l'Association « CAC Rugby » s'est rapprochée de la Commune en vue d'obtenir une subvention exceptionnelle, d'un montant de 5.000 euros suite au financement d'un déplacement le 12 mai dernier à Genève, dans le cadre des phases finales de Fédérale 1 du Championnat de France de Rugby (match contre le Servette Rugby Club).

Enfin, le Cercle Gaulliste Jean Moulin a sollicité le soutien financier de la Commune, à hauteur de 300 euros, dans le cadre des manifestations organisées à l'occasion du 80^{ème} anniversaire du débarquement et de ses actions visant à entretenir le devoir de mémoire.

Considérant que chaque année, l'Assemblée délibérante approuve le versement de certaines subventions exceptionnelles au profit d'associations ;

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution des subventions exceptionnelles aux Associations, telles que récapitulées ci-après :

- « Castelsarrasin Gandalou Football Club » :.....2.700 €
- « Terre des Confluences Handball » :.....2.500 €
- « CAC Tennis de Table » :.....500 €
- « CAC Rugby » :.....5.000 €
- « Cercle Gaulliste Jean Moulin :300 €

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Madame Laetitia DELTHIL et Monsieur David EIDESHEIM n'ont pas pris part au vote.

Madame DELTHIL et Monsieur EIDESHEIM reprennent leur place au sein de l'Assemblée.

Monsieur le Maire : Attribution des subventions 2024 aux Associations, Monsieur KOZLOWSKI.

DELIBERATION N° 09/2024-35

Attribution des subventions 2024 aux Associations : Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) - Association des Usagers du Centre social de Castelsarrasin - Société des courses de chevaux

Rapporteur : Monsieur KOZLOWSKI

Monsieur KOZLOWSKI : Il s'agit de subventions normales aux associations qui n'avaient pas pu être données faute de dossiers complets lors des commissions.

Vu les crédits inscrits au budget principal 2024 pour l'octroi des subventions annuelles aux associations ;

Considérant que lors de l'examen des demandes de subventions par la Commission permanente « Sport – Vie associative – Communication » et au moment du vote des subventions annuelles aux Associations par le conseil municipal, certains dossiers étaient incomplets ;

Vu la complétude desdits dossiers par les Associations : UDAF, Usagers du Centre social de Castelsarrasin et la Société des courses de chevaux ;

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le versement des subventions annuelles 2024 au profit des Associations, telles que mentionnées ci-après :

- Union Départementale des Associations Familiales (UDAF).....2.000 €
- Association des Usagers du Centre social.....250 €
- Société des courses de chevaux.....2.300 €

Monsieur le Maire : Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur FOURLENTI pour les dotations en provisions pour risques et charges.

DELIBERATION N° 09/2024-36**Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant – exercice 2024
- Budget Principal**

Rapporteur : Monsieur FOURLENTI

Monsieur FOURLENTI : Au 26 septembre 2024, l'état des provisions pour risques et charges de fonctionnement courant pour le budget principal est le suivant :

- ouvertures de contentieux en première instance contre la commune : 6.000 € ;
- restes à recouvrer sur compte de tiers : 185.823,08 €, correspondant aux titres émis jusqu'au 31 décembre 2023 et non recouverts par la DGFIP.

Il convient d'ajuster ces provisions au regard de l'évolution des risques et charges, soit en opérant une reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque celui-ci n'est plus susceptible de se réaliser, soit en constituant une provision supplémentaire en cas de nouveaux risques avérés.

Concernant les contentieux en première instance, 6.000 € ont été provisionnés pour trois contentieux qui sont toujours en cours :

- La société GIFI par une requête du 8/02/2023 assigne la commune devant le Tribunal Judiciaire de Montauban pour contester le montant de la TLPE de 2022 et réclame la réduction des titres et un dédommagement de 3.000 € ;
- Monsieur Thierry TRUONG a introduit une instance devant le Tribunal Administratif de Toulouse pour demander l'annulation de l'arrêté n°2023_ARR_0127 du 20 février 2023 et réclame le remboursement des frais d'avocat à hauteur de 2.000 € ;
- Madame Solange PINES, suite à une chute sur une plaque de rue a saisi le 31/05/2023 le Tribunal Administratif de Toulouse pour une expertise médicale. A cet effet, la Commune entend constituer une provision de 1.000 €.

Suite à l'ouverture d'un nouveau contentieux en première instance, il convient de provisionner la somme de 12.420 €. Mme RIVIERE, suite à une chute sur une plaque de rue, a déposé le 17/07/2024 une requête devant le Tribunal Administratif et réclame la réparation de son préjudice à hauteur de 9.920 € ainsi que 2.500 € au titre des frais exposés.

Vu la délibération n°09/2021-22 adoptant une méthode de calcul pour les provisions pour créances douteuses ;

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal décide de constituer, pour le budget principal, une provision budgétaire de 12.420 €, portant ainsi le montant des provisions au titre des contentieux ouverts à la somme de 18.420 €.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Non, donc on passe aux votes s'il n'y a pas de questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur PONS pour la clôture du Budget Annexe Interventions Economiques.

DELIBERATION N° 09/2024-37

Clôture du Budget Annexe « Interventions Economiques »

Rapporteur : Monsieur PONS

Monsieur PONS : Le 17 janvier 1989, le Conseil Municipal décidait la création d'un budget annexe pour les interventions économiques pour des opérations ayant un caractère industriel et commercial regroupant des activités assujetties à la T.V.A et notamment les crédits-baux immobiliers.

Suite à la disparition des crédits-baux immobiliers, transférés à la Communauté de Communes Terres des Confluences dans le cadre de la loi NOTRe, ce budget annexe n'a plus son utilité initiale. Seule la politique d'aide à l'installation de commerce, aides non assujetties à la TVA, et l'encaissement de loyers professionnels, loyers assujettis à la TVA, sont retracés dans ce budget annexe.

De plus, les recettes de ce budget annexe ne sont plus suffisantes, ce qui génère des déficits d'exploitation atténués par le versement d'une subvention d'équilibre provenant du budget principal. Je vous fais grâce des chiffres qui reprennent les résultats de ce budget.

	2021	2022	2023	2024 au 14/08/2024
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	467 608,93	190 059,67	205 657,05	119 237,96
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	525 978,89	220 539,06	276 816,38	196 371,95
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE SANS SUBVENTION DE LA COMMUNE	- 58 369,96	- 30 479,39	- 71 159,33	- 77 133,99
SUBVENTION D'EQUILIBRE DE LA COMMUNE			200 000,00	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE AVEC SUBVENTION DE LA COMMUNE	- 58 369,96	- 30 479,39	128 840,67	- 77 133,99

Vu la délibération du Conseil Municipal du 17 janvier 1989 approuvant la création du budget annexe Interventions Economiques ;

Considérant que plus aucun crédit-bail n'est en cours et que l'utilité de ce budget n'est plus avérée ;

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal :

- de clôturer le budget annexe « Interventions Economiques » au 31/12/2024 ;
- de reprendre l'actif joint en annexe 1, le passif joint en annexe 2 et les résultats comptables dans le budget principal.

Monsieur le Maire : Merci. Avez-vous des questions ? Pas de questions, je mets donc aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Monsieur PONS pour la DM 2 du Budget Principal.

DELIBERATION N° 09/2024-38

Décision Budgétaire Modificative n°2 - Budget Principal, exercice 2024

Rapporteur : Monsieur PONS

Monsieur PONS : Suite à l'adoption du budget primitif en date du 20 septembre 2023, de la décision modificative n°1 en date du 4 avril 2024 et du budget supplémentaire en date du 6 juin 2024, il est proposé de procéder à des rajustements budgétaires ayant pour objet...donc si vous préférez, c'est pour créer les besoins suite à la délibération précédente et suite à la mise en contentieux qui est avec Madame RIVIERE. Ce sont des opérations que nous sommes amenées à faire et donc il est proposé au Conseil municipal d'approuver sans réserve la décision modificative n°2 du budget principal pour l'exercice 2024, équilibré en dépenses et en recettes.

Délibération

Suite à l'adoption du Budget Primitif (BP) en date du 20 décembre 2023, de la décision modificative n°1 en date du 4 avril 2024 et du Budget Supplémentaire (BS) en date du 6 juin 2024, il est proposé de procéder à des réajustements budgétaires ayant pour objet :

En fonctionnement :

- L'ajout de 12.420 € pour une provision semi-budgétaire (dépense d'ordre) suite à l'ouverture d'un nouveau contentieux en première instance compensé par la diminution des charges à caractère général.

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES			
Chap.	Article	Libellé	Montant DM
011	6288	OPÉRATIONS DE RÉGULARISATION ET DIVERS	- 12 420,00 €
042	6815	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES CONTENTIEUX	12 420,00 €
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT DECISION MODIFICATIVE N°2			- €

En investissement :

- L'ajout de 12.420 € pour une provision semi-budgétaire (recette d'ordre) suite à l'ouverture de ce même contentieux.
- L'ajout de 12.420 € de dépenses d'investissement ainsi que des virements de crédits entre chapitre.

INVESTISSEMENT			
DEPENSES			
Chap.	Article	Libellé	Montant DM
20	2088	IMPRÉVUS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 30 000,00 €
21	2188	IMPRÉVUS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	142 420,00 €
23	2318	IMPRÉVUS IMMOBILISATIONS EN COURS	- 100 000,00 €
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT DECISION MODIFICATIVE N°2			12 420,00 €

INVESTISSEMENT			
RECETTES			
Chap.	Article	Libellé	Montant DM
040	15182	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	12 420,00 €
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT DECISION MODIFICATIVE N°2			12 420,00 €

La décision Modificative n°2 est un document d'ajustement budgétaire du Budget 2024. Ces changements n'affectent en rien l'équilibre budgétaire et respectent les modalités édictées dans le plan comptable général de la comptabilité M57.

Vu la délibération n°12/2023-16 du Conseil Municipal du 20 décembre 2023 portant adoption des Budgets Primitifs 2024 ;

Vu la délibération n°04/2024-22 du Conseil Municipal du 4 avril 2024 portant adoption de la décision modificative n°1 du Budget Principal ;

Vu la délibération n°06/2024-24 du Conseil Municipal du 6 juin 2024 portant adoption des budgets supplémentaires 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ajustements budgétaires ;

Vu la Décision Modificative n°2 dans sa version règlementaire et détaillée, maquette jointe à la présente ;

Vu l'avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver, sans réserve, la Décision Modificative n°2 du Budget Principal pour l'exercice 2024 équilibrée en dépenses et recettes comme suit :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
Réelles :	-12.420,00 €	Réelles :	0,00 €
Ordre :	12.420,00 €	Ordre :	0,00 €
TOTAL :	0,00 €	TOTAL :	0,00 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		RECETTES D'INVESTISSEMENT	
Réelles :	12.420,00 €	Réelles :	0,00 €
Ordre :	0,00 €	Ordre :	12.420,00 €
TOTAL :	12.420,00 €	TOTAL :	12.420,00 €

TOTAL GENERAL :	12.420,00 €	TOTAL GENERAL :	12.420,00 €
------------------------	--------------------	------------------------	--------------------

Monsieur le Maire : Merci. Y a-t-il des questions ? Non, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Donc la dernière délibération qui était sur table. C'est la prise en charge des frais inhérents à l'exécution d'un mandat spécial accordé à deux élus pour une mission à Fiume Veneto.

DELIBERATION N° 09/2024-39

Prise en charge des frais inhérents à l'exécution d'un mandat spécial accordé à deux élus pour une mission à FIUME VENETO (Italie)

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire : Vu les articles L.2123-18 et R.2123-22-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le Décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu la circulaire du 15 avril 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux ;

Considérant le jumelage entre la Commune de Castelsarrasin et la Commune de Fiume Veneto (Italie) ;

Il est rappelé que la délibération n°11/2019-12 du 21 novembre 2019 prévoit les conditions de remboursement des frais de déplacement engagés par les élus locaux dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

La présente délibération a pour objet d'accorder un mandat spécial à une adjointe au maire et à une conseillère municipale, et de fixer les remboursements de frais d'exécution de ce mandat spécial.

En effet, l'article L.2123-18 du CGCT prévoit en son alinéa 1 que les fonctions de maire, d'adjoint ou de conseiller municipal donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution de mandats spéciaux. Autrement dit, l'intéressé doit agir au titre d'un mandat spécial c'est-à-dire une mission accomplie dans l'intérêt de la Commune par un membre du conseil municipal et avec l'autorisation de celui-ci.

Il s'agit d'une mission accomplie dans l'intérêt des affaires communales mais ne correspondant pas à l'exécution habituelle des fonctions dont l'élu est investi. Ainsi, le mandat spécial s'apparente à une opération déterminée de façon précise quant à son objet, limitée dans la durée et qui doit entraîner des déplacements inhabituels et indispensables. La décision doit indiquer nominativement les conseillers auxquels est confié un mandat spécial.

Les frais engagés en vertu d'un mandat spécial ouvrent droit à remboursement. Les élus sollicitant la prise en charge doivent présenter l'intégralité des justificatifs de frais exposés, qu'il s'agisse des frais de séjour (hébergement et restauration), des frais de transport et tous les autres frais dès lors qu'ils apparaissent comme nécessaires au bon accomplissement du mandat et qu'il peut en être justifié (frais de taxi par exemple).

Vu l'invitation de madame le maire de Fiume Veneto, dans le cadre des actions de jumelage entre les deux villes, d'assister à la manifestation Agriflumen ; Foire Agroalimentaire (équivalent à un salon de l'agriculture en France) qui se déroulera du 25 au 27 octobre inclus à Fiume Veneto ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire et opportun de représenter la Commune de Castelsarrasin dans le cadre de l'événement AgriFlumen organisé par la Commune de Fiume Veneto ;

Considérant qu'il convient dès lors d'octroyer un mandat spécial à Madame Marie-Christine PECCOLO, Adjointe au Maire, et à Madame Céline PAYSSOT, Conseillère Municipale, afin de pouvoir s'y rendre aux fins de représentation de la Commune de Castelsarrasin et de permettre la prise en charge des frais afférents à cette mission spécifique ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder un mandat spécial à Madame Marie-Christine PECCOLO, Adjointe au Maire, et à Madame Céline PAYSSOT, Conseillère Municipale, pour une mission de représentation de la Commune de Castelsarrasin à Fiume Veneto (Italie) du 25 au 27 octobre 2024 inclus, dans le cadre de l'événement Agriflumen et des actions de jumelage qui lient les deux villes ;
- d'autoriser la prise en charge par la collectivité des frais engagés, à ce titre, sous réserve de la production des justificatifs par Madame Marie-Christine PECCOLO et par Madame Céline PAYSSOT.

Monsieur le Maire : Voilà ce qu'il en est pour cette délibération, mais je vous en avais donné un petit peu le corps en début de séance. Avez-vous des questions sur celle-ci ? Non, je mets donc aux voix cette délibération. Pardon ? Oui Monsieur LABORIE.

Monsieur LABORIE : C'est juste de la représentation des élus ou bien vous faites un stand ou quelque chose ?

Monsieur le Maire : Nous sommes invités par la Mairesse donc pour la visite de cette foire, mais également pour participer à des opérations de jumelage, puisque chaque fois qu'il y a des organisations de manifestations spécifiques au jumelage, comme cela a pu se faire ici en juillet lorsque les deux élus sont venus de Fiume Veneto. Mais également d'être accompagné de deux membres du Comité de Jumelage de Castelsarrasin qui sont connus ou sont à connaître. Donc c'est dans le droit fil des relations que nous avons avec cette commune.

Voilà donc je mets aux voix cette délibération, s'il n'y a pas d'autres questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité des votants

Monsieur le Maire : Madame VASSEUR passe pour faire signer tout ce qui est budgétaire.

Merci pour votre participation.

Le prochain conseil municipal aura lieu le 19 novembre dans cette salle.

Je remercie l'ensemble des conseillers municipaux, le public présent et également la presse qui est à nos côtés. Et je remercie également tous les services, derrière moi, qui ont contribué donc à la préparation de ce Conseil municipal.

Je vous souhaite une excellente soirée.

LEVÉE DE LA SEANCE A 20H30

NOM ET PRENOM		FONCTION	PRESENCE / ABSENCE / PROCURATION
BESIERS	Jean-Philippe	Maire	PRESENT
PONS	Michel	1 ^{er} Adjt	PRESENT
BAJON-ARNAL	Jeanine	Adjte	PRESENTE
KOZLOWSKI	Eric	Adjt	PRESENT
CARDONA	Muriel	Adjte	PRESENTE
FERVAL	Jean-Philippe	Adjt	PRESENT
PECCOLO	Marie-Christine	Adjte	PRESENTE
LANNES	Serge	Adjt	PRESENT
BETIN	Nadia	Adjte	PRESENTE
DURRENS	Serge	Adjt	PRESENT
DAL CORSO	Michel	CM	PRESENT
LALANE	Jean-Armand	CMD	Procuration à M. LANNES
FOURLENTI	Alain	CM	PRESENT
TRESSENS	Christiane	CM	Procuration à Mme BAJON-ARNAL
FURLAN	Hélène	CMD	PRESENTE
FREZABEU	Sabine	CM	PRESENTE
REMI	Alex	CM	Procuration à Mme BETIN
EIDESHEIM	David	CM	PRESENT
DE LA VEGA	Isabelle	CM	Procuration à M. KOZLOWSKI
FERNANDEZ	Françoise	CMD	Procuration à Mme PECCOLO
PAYSSOT (AUGE)	Céline	CM	PRESENTE
DUMAS	Mathieu	CMD	Procuration à M. BESIERS
LUCAS MALVESTIO	Marie	CMD	Procuration à Mme CARDONA (jusqu'à la question n°16 inclus)
CHAUDERON	Bernard	CM	Procuration à Mme LETUR
BON	Philippe	CM	PRESENT
LETUR	Annette	CM	PRESENTE
ANGLES	André	CM	PRESENT
CAVERZAN	Marie-Claire	CM	PRESENTE
SIERRA	Marie	CM	Procuration à M. ANGLES
DUFFILS	Géraldine	CM	PRESENTE
LABORIE	Michel	CM	PRESENT
BENCE	Lydie	CM	PRESENTE
DELTHIL	Laetitia	CM	PRESENTE

LE SECRETAIRE DE SEANCE

Michel PONS
Premier Adjoint au Maire

LE MAIRE

Jean-Philippe BESIERS